

COLLOQUE DU 18 JUI 2010

MARSEILLE EUROMEDITERRANEE

RETRANSCRIPTION DES DEBATS

9h15 – 10h00 : Introduction



Avec le soutien de :



Ouverture de la journée

François Jalinot, directeur de l'EPAEM

L'enjeu était de réfléchir à un grand projet qui puisse réintroduire une dynamique à l'échelle de cette ville, lui redonner un avenir, une perspective. A partir des réflexions de l'agence d'urbanisme sur l'identification d'un certain nombre d'opportunités foncières liées aux terrains développés à la fin du XIX^e siècle autour du Port autonome, dans le quartier de la Joliette en particulier ou dans le secteur d'Arenc, est née la première esquisse d'un projet urbain qui s'articulait sur un périmètre de 300 hectares situé dans l'hypercentre marseillais. Ce grand triangle occupait la façade littorale et recouvrait une partie du périmètre du Port autonome. L'enjeu était de transformer cette façade littorale pour la rendre plus attractive, de profiter des espaces fonciers dans la façade arrière portuaire ou dans le quartier de Saint-Charles ainsi que d'une friche industrielle majeure, le site de la Belle-de-Mai laissé libre par la manufacture de tabac de la Seita, pour développer une nouvelle forme d'économie. Une autre particularité de ce périmètre était d'avoir une zone importante d'habitat située autour des quartiers de La Villette, Saint-Lazare, la rue de la République, Montolieu, sur laquelle on retrouvait des problématiques particulières de rénovation urbaine.

Cette opération avait donc trois problématiques majeures : une reconversion de bassin portuaire dans le secteur de la Joliette, une centaine d'hectares de zones de reconquête de type ZAC et une zone dite de rénovation urbaine, également d'une centaine d'hectares. Autour de cette analyse, s'est construit progressivement un projet dont l'un des éléments « booster » a été la programmation du TGV Méditerranée mis en service en 2001. Cela a été un levier important pour la rénovation du secteur de la gare et la transformation de ce quartier très déshérité en un quartier attractif.

Les enjeux de l'opération ont pris forme petit à petit à la suite de plusieurs missions de préfiguration, dont celle de Masson en 1992 qui a dessiné les grandes lignes du projet qui, dans l'ensemble, ont été conservées. Progressivement, ce projet a été dessiné, évalué, mais on s'est aperçu très vite que les coûts d'investissement dépassaient les capacités d'investissement des collectivités et de la ville de Marseille. Le projet s'est formé entre le maire de l'époque, Robert Paul Vigouroux, et Jean-Claude Gaudin, président du conseil régional. L'aide de l'Etat a été sollicitée pour porter ce projet sous le gouvernement Balladur.

Ce projet d'une OIN (opération d'intérêt national) a vu le jour sous la forme d'un établissement public créé en octobre 1995. S'est également ajoutée à ce projet une ambition liée à l'actualité de l'époque – la formation du processus de Barcelone –, c'est-à-dire l'ouverture de l'Europe vers la Méditerranée avec les crédits afférents. D'où le choix du nom d'Euroméditerranée pour donner au projet, autour d'une grande opération d'urbanisme, un plus différentiel, une nouvelle ambition partagée sur le développement de Marseille qui porterait en même temps le flambeau de la France dans le cadre de cette construction méditerranéenne si chaotique.

L'idée était de faire un projet équilibré entre les logements, les bureaux, les équipements, l'espace public évidemment qui prend un rôle extrêmement important. L'ambition en termes de développement était d'un peu moins de 1 million de m² répartis entre 4 000 logements

neufs, 6 000 logements à réhabiliter, 500 000 m² d'espace tertiaire, de bureaux, 200 000 m² d'équipements, des espaces publics et des équipements publics. L'enjeu est de faire revenir environ 10 000 habitants à l'échelle du centre-ville marseillais, de créer 20 000 emplois sur cet espace, de travailler sur les indicateurs sociaux avec des équipements publics nombreux en termes d'écoles, de collèges, de crèches, etc. Une dimension particulière a été également donnée à la culture comme étant un vecteur d'identification, d'appartenance à ce projet dans des quartiers qui étaient très déshérités, mais aussi la culture comme un vecteur de rayonnement extrêmement important pour renouveler l'image de cette métropole si dégradée et attirer des personnes de haut niveau dans ce quartier. C'est un schéma assez classique que l'on retrouve sur l'ensemble des opérations que vous êtes amenés à suivre.

Où en est-on par rapport aux objectifs de l'époque en termes de réalisations et d'indicateurs ? A l'issue de quinze ans de fonctionnement, après une très longue période de montée en puissance de l'établissement public liée à la maîtrise foncière, aux négociations avec le Port qui ont été assez complexes, avec la SNCF également, le projet a véritablement trouvé son envol à partir du début des années 2000. A ce stade, pratiquement la totalité des indicateurs sont en phase. Nous en sommes maintenant à un petit peu moins de 3 900 logements neufs réalisées ou dont les chantiers seront achevés d'ici 2012. Nous en sommes à 400 000 m² de bureaux sur les 500 000 prévus. La totalité des gros équipements publics, après une période de gestion longue et douloureuse, sont maintenant en chantier : le Mucem a attaqué son chantier, le Centre régional de la Méditerranée également, le Silo sera livré l'année prochaine, le Fonds régional d'art contemporain va démarrer son chantier d'ici la fin de l'année, les collèges et écoles ont été réalisés à l'exception de deux écoles, une à Saint-Charles, l'autre à la Joliette, dont le démarrage ne devrait pas tarder. La feuille de route a été respectée sur l'ensemble de ces équipements.

Parallèlement, il y a un élément qui n'est pas neutre qui est la crise majeure que nous traversons depuis 2008 que nous avons abordée avec de très gros équipements tant publics que privés qui auraient pu rencontrer des difficultés majeures de ce fait. Je pense en particulier au projet de la rue de la République, aux Terrasses du Port, à Euromed Center et aux Quais d'Arcenc.

Où en est-on à l'issue de cette crise ? Le projet de la rue de la République a eu une phase de ralentissement due à la défaillance de l'un des investisseurs qui était lié au groupe Lehman Brothers. Nous sommes actuellement en phase de solution de cette crise financière au niveau de ce groupe avec une reprise des travaux. L'essentiel de ce qui avait été imposé par les pouvoirs publics, sous l'égide du préfet qui animait un comité de pilotage consistant à négocier avec les investisseurs la production d'environ 500 logements sociaux, a été respecté, et ceci avant la crise. Il y a eu du retard sur l'engagement des travaux de la part d'un certain nombre de bailleurs sociaux mais il est maintenant en train d'être rattrapé. Nous offrons un peu plus de 500 logements à l'échelle de cette rue qui, en 1995, présentait plus de 2 000 logements vacants et dont la moitié des commerces étaient vides.

Le projet des Terrasses du Port vise à étendre l'offre commerciale de l'hyper-centre marseillais qui est une offre étriquée par rapport à la taille de la métropole. La particularité de Marseille, en termes de rayonnement métropolitain est de générer plus de chiffre d'affaires hors ses murs qu'à l'intérieur de ses murs, avec une offre commerciale qui n'est pas à l'échelle d'une métropole de 1 million d'habitants, contrairement à Lyon qui attire des chalandises de Grenoble, Annecy, Chambéry ou Saint-Etienne. Marseille génère 1 milliard de chiffre d'affaires commercial à l'extérieur des frontières de la métropole.

Le commerce ne peut fonctionner que s'il y a une destination. Une rue qui ne débouche que sur des bureaux, sans éléments attractifs, ne peut pas fonctionner. Il était donc cohérent

de revitaliser les pieds d'immeuble de la rue de la République par le biais de cet aimant que sont les Terrasses du Port. C'est ce qui est en train de se réaliser. Les Terrasses du Port ont été reprises par un nouvel investisseur, le chantier va démarrer avec une ouverture du centre prévue à fin 2013. Ce gros paquebot qui aurait pu sombrer avec la crise va finalement arriver à bon port.

Le projet Euromed Center, qui était la poursuite du développement du secteur de la Joliette, est un projet important pour nous. Nous souhaitons introduire de la mixité dans ce projet pour ne pas seulement en faire un quartier d'affaires. Ce quartier a maintenant pris forme avec ses 400 000 m² de bureaux, il a permis d'accompagner le renouvellement de 20 000 emplois avec un solde net de 10 000 emplois. Il faut continuer cette dynamique parce qu'il y a toujours des flux entrants et sortants. 20 000 emplois ont en particulier été renouvelés dans le secteur des emplois métropolitains, des emplois de service, de tourisme, dans les technologies de l'information et de la communication autour de la Belle-de-Mai.

Ce projet permettra de diversifier l'offre au niveau du quartier de la Joliette avec de nouveaux bureaux pour accompagner les entreprises mais aussi un complément de gamme dans l'offre hôtelière : Marseille a su absorber 1 500 chambres d'hôtel depuis cinq ans avec un taux d'occupation qui n'a chuté que de 1 % malgré la crise majeure de 2009. On voit que cette filière du tourisme progresse fortement. L'opération Euroméditerranée accompagne ce projet avec un peu plus de 700 chambres d'hôtels qui ont été créées sur le périmètre, tant dans le secteur de Saint-Charles que de la Joliette. Euromed Center apportera un hôtel Marriott pour compléter ce projet mais aussi des cinémas avec un multiplex qui va bientôt sortir et apportera une animation dans ce quartier, l'idée étant de composer une façade littorale attractive qui supporte le rayonnement de Marseille avec des équipements culturels extrêmement attractifs, des équipements de loisir de type cinéma et des commerces. Nous ne sommes donc pas du tout dans l'esprit de faire un gros quartier d'affaires, nous nous inspirons de certains grands projets comme La Défense en essayant d'éviter les erreurs qui ont pu être faites.

C'est une opération qui a surmonté la crise, je pense que les inquiétudes sont maintenant derrière nous. On voit que le périmètre d'Euromed 1 sera pratiquement achevé à l'horizon 2016, avec Saint-Charles qui va rentrer dans une phase très active avec la coupure de l'autoroute A7 qui va permettre de former ce nouveau quartier de ville en le rendant plus attractif qu'il ne l'est et d'introduire une mixité différente de celle qui existe actuellement. C'est un enjeu particulièrement délicat vu les problématiques sociales que l'on rencontre dans ce quartier, mais la dynamique est là. Le chantier de l'hôpital à la Joliette, également dans l'esprit de la mixité, est un enjeu extrêmement important puisqu'il contribue à rééquilibrer la carte sanitaire de Marseille entre les quartiers sud et nord. Reste à compléter l'offre et l'attractivité de ce quartier.

Un élément caractéristique de cette opération, certes classique, ce sont les grandes signatures d'architectes qui sont une part non neutre du rayonnement de Marseille : Zaha Hadid, Jean Nouvel, Yves Lion, Jean-Baptiste Pietri, Roland Carta, Rudy Ricciotti, Stefano Boeri, Massimiliano Fuksas, Kengo Kuma... La dynamique est autour de ce projet et l'on ne peut que s'en féliciter.

Ces quinze ans de première partie d'Euroméditerranée ont permis de vérifier un modèle, et même, je dirais, de nous conforter dans le fait qu'il était possible d'étendre le centre-ville marseillais, de le faire repartir en direction du nord alors que depuis un siècle le mouvement allait plutôt en direction du sud, mis à part les grands projets sociaux des années 60 visant à absorber les vagues de population liées à la décolonisation de la France. L'objectif est que les quartiers du nord fassent une couture avec le centre-ville. C'est en particulier l'un des enjeux majeurs de ce que l'on appelle Euromed 2. L'extension de ce

périmètre, décidée fin 2007 par le Premier ministre, est de 170 hectares emboîtés au nord de la tour CMA-CGM et sur un espace qui va venir se joindre à une zone extrêmement habitée (200 000 habitants), le XV^e arrondissement, avec une couture urbaine qui, nous l'espérons, sera la plus complète possible, ce qui permettra de faciliter l'accessibilité par rapport au centre-ville.

L'enjeu est d'accompagner cette dynamique, d'aller jusqu'à une masse critique de développement tant en termes économiques qu'en termes d'habitat, et surtout de contribuer massivement à la mobilité et aux déplacements à l'échelle de cette métropole. Ce sera un chaînon important de la constitution d'un axe nord-sud et d'un axe est-ouest en termes de déplacement en transports en commun. Ce projet s'appuiera sur un prolongement du métro jusqu'à Capitaine Gèze et sur un prolongement d'une ligne en site propre en direction du nord, autour d'un pôle multimodal qui a vocation à devenir une nouvelle porte du centre-ville sur lequel seraient rabattus des parcs relais au niveau des voitures, des BHNS en direction des facultés de Saint-Jérôme et de Château Gombert mais aussi une zone d'accueil des bus interrégionaux et interdépartementaux.

L'idée est de repousser la porte du centre-ville le plus loin possible en direction du nord et ensuite de travailler sur des modes de déplacement doux à l'échelle du centre-ville. Ce sont des schémas bien connus ailleurs que Marseille met enfin en œuvre de façon beaucoup plus volontariste.

Les enjeux de ce projet sont également de contribuer massivement au SCOT de la métropole marseillaise qui affiche très clairement une ambition forte en matière de production de logements avec 80 000 logements et un objectif de 80 000 créations d'emploi. Pour vous donner une échelle, la région lyonnaise en termes de conurbation offre 400 000 emplois dont 100 000 emplois publics. Nous c'est plutôt 300 000 emplois, dont 100 000 emplois publics. Il nous manque en gros 100 000 emplois privés à l'échelle de la métropole. L'opération Euroméditerranée souhaite accompagner cette dynamique par la production de 14 000 logements supplémentaires. Euromed 1 c'était 4 000, il y a donc une accélération très forte au niveau de la production de logements, ce qui fait qu'au final de l'opération nous aurons contribué à la production d'un peu moins de 20 000 logements, ce qui représente une population de l'ordre de 40 000 habitants. Cela veut dire que l'on aura construit l'équivalent de la ville de La Ciotat dans le cœur de Marseille en s'appuyant sur des infrastructures déjà existantes.

Cela nous semble être les fondements du développement durable, c'est-à-dire travailler sur des densités existantes articulées autour d'un maillage de transports en commun sans consommer d'espaces naturels de façon à préserver les nombreux espaces naturels marseillais comme le parc des Calanques. Marseille c'est 60 % d'espaces naturels, 35 % urbanisés et seulement 5 % urbanisables, c'est donc un enjeu fort de densifier sur ces espaces. Nous allons proposer de doubler le quartier d'affaires en le portant à 1 million de m² sur une échelle d'une vingtaine d'années puis nous allons rééquilibrer massivement les équipements, en particulier les espaces verts et les équipements sportifs qui manquent assez fortement à ces quartiers des III^e et XV^e arrondissements de Marseille, en créant un parc sur le lit du ruisseau des Aygalades qui fera environ 14 hectares.

Il y a quinze ans, les pères fondateurs avaient fait du développement durable avant l'heure, le travail de refaire la ville sur la ville a été extrêmement fondateur dans des endroits déjà équipés en transports en commun. Nous avons souhaité lui donner une impulsion supplémentaire en prenant bien entendu fortement en compte la dimension environnementale tout en conservant la dimension développement économique et social. C'est à ce titre que nous avons, avec la ville de Marseille et la communauté urbaine, porté

un dossier de candidature au label EcoCité à la suite du Grenelle de l'environnement pour lequel nous avons été sélectionnés. Ce sera l'enjeu des vingt prochaines années.

Alain Bourdin, président du conseil scientifique du programme POPSU

Je voudrais d'abord remercier ceux qui ont permis que cette opération se fasse, les acteurs locaux et en particulier Euroméditerranée, ainsi que les chercheurs qui ont mené à bien cette opération qui a connu certains moments difficiles. Merci à tous.

Je suis là pour vous présenter le programme POPSU et voudrais situer en quelques minutes le sens de ce programme. Cela me paraît d'autant plus important que nous sommes à la fin du programme POPSU 1 et préparons le programme POPSU 2.

Il s'agit d'inventer un nouvel âge de la recherche urbaine. Nous avons connu un âge de grande richesse de la recherche urbaine qui fonctionnait sur un couple très conflictuel qui était le couple Etat/chercheurs. La recherche urbaine en particulier française, qui était très brillante il y a maintenant trente ou quarante ans, a accompagné l'Etat dans un dialogue un peu chahuté mais très productif dans ce qui a été un formidable développement urbain. On crache aujourd'hui sur ce qu'a été l'expérience de développement urbain des années 60, 70, voire 80, mais quand on fera plus tard le bilan on s'apercevra que, face à un contexte assez impossible à bien des égards, il y a eu plein d'initiatives intéressantes et plein de réussites. Dans ces initiatives et réussites, il y a eu une alimentation réciproque entre ce qui était une recherche d'Etat et ce qui était un organisme d'Etat.

Il y a eu ensuite d'autres étapes de la recherche urbaine liées à la décentralisation, liées à l'importance prise par les problèmes sociaux et les politiques sociales, liées à la découverte de la concurrence entre les villes, à la découverte du rôle nouveau de l'économie dans l'aménagement urbain, etc. Puis il s'est passé aussi que la recherche urbaine s'est orientée vers d'autres domaines moins urbains, s'est plus liée à la conception en se rapprochant des concepteurs et des opérateurs. Tout cela est une histoire assez considérable qui a aussi été associée à quelque chose que les acteurs ont peut-être moins vu ou ont vu d'une autre manière avec les investisseurs, l'internationalisation du monde urbain. Celle-ci est certes venue des investisseurs internationaux mais elle s'est aussi développée dans le monde de l'argent.

Nous arrivons à un moment où la recherche urbaine française a besoin de se redéfinir avec un nouveau jeu de partenaires et de nouveaux enjeux. C'est ce que nous sommes en train d'essayer d'inventer à travers ce programme POPSU. Pour essayer de réinventer quelque chose dans la recherche urbaine, ce programme part de quelques constats.

Le premier de ces constats est que les acteurs majeurs de la politique urbaine sont les collectivités, en particulier aujourd'hui les EPCI, en tous les cas les collectivités et tout ce qui tourne autour. Par exemple, on a vu réapparaître à Marseille des établissements publics d'aménagement alors que l'on a cru à un moment que leur histoire était terminée. Sauf qu'ils sont aujourd'hui complètement différents dans leur nature même de ce qu'ils étaient il y a quelques années. Donc, premier constat, la main est aux acteurs locaux et on ne peut plus imaginer faire un travail de recherche lié à l'action sans travailler avec eux.

Le deuxième constat est que l'on a besoin de comprendre comment se passe « la ville en train de se faire ». On s'est aperçu au lancement du programme POPSU que « la ville en train de se faire » était une espèce de mystère, qu'on ne savait plus très bien comment cela se passait et qu'il fallait reprendre un peu les choses pour bien comprendre, aussi bien pour ceux qui la font que pour ceux qui l'observent, comment on fait vraiment la ville aujourd'hui.

En particulier, deux enjeux nous semblaient très importants au départ de ce programme. C'est d'abord l'enjeu de l'innovation et ensuite l'enjeu de l'avenir, c'est-à-dire l'enjeu de la très très grande incertitude urbaine. Nous ne savons pas aujourd'hui ce que sera la ville de demain, et même sur des choses assez techniques comme les systèmes d'investissement, la Commission européenne est aujourd'hui en train de travailler sur des dispositifs complètement nouveaux qui essaient de structurer de façon complètement différente l'investissement urbain. Je parle d'investissement parce que l'une des idées est d'abandonner la logique de subventions pour passer à des modes d'investissement beaucoup plus complexes permettant de travailler sur des décennies. Ça, c'est un aspect de l'incertitude mais il y en a tout un tas d'autres, sociale, économique, etc.

Le programme POPSU s'est structuré autour de ces enjeux-là. Nous sommes partis de cette ville qu'était Lille, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille ou Lyon. Dans ces sept villes, l'idée était premièrement de travailler en partenariat avec les collectivités, EPCI ou aménageurs, des acteurs majeurs, deuxièmement de travailler sur des projets, d'étudier la ville en train de se faire à travers un certain nombre de projets. Nous avons très vite constaté que nous ne pouvions pas travailler sur les projets sans travailler en même temps sur les stratégies, c'est-à-dire voir en quoi tel projet est l'expression d'une stratégie métropolitaine, ce qui donnait l'occasion de s'interroger sur ce qu'est une stratégie métropolitaine. Nous sommes là au cœur de ce qui peut être l'occasion d'une coproduction entre le monde de l'action et le monde de la recherche car à la fois tout le monde comprend que l'enjeu de la production des stratégies est immense mais, en même temps, nous ne savons pas très bien ce qu'est une stratégie. C'était un sujet tout à fait central.

Nous avons travaillé dans ces sept villes et arrivons aujourd'hui pratiquement à la fin du processus. Nous avons fait un travail de valorisation à travers le livre et une couverture presse dans la revue *Trait Urbains* et arrivons aujourd'hui à ce que sont les conclusions de cette opération POPSU. Nous n'allons pas vous les livrer aujourd'hui car nous sommes en train de les faire, ces colloques y participent. Je donnerai simplement deux ou trois idées sur lesquelles nous travaillons dans le cadre de la préparation du programme POPSU 2.

La première d'entre elle c'est l'importance de ce projet dans l'avenir. Un des problèmes à la fois pour les acteurs et pour les chercheurs c'est que du côté des acteurs on a toujours un peu envie que les chercheurs répondent à la question qu'on est en train de se poser alors que, du côté des chercheurs on a toujours envie de travailler sur ce qui s'est déjà passé. Un des problèmes d'un programme de recherche utile à l'action, tourné vers l'action, c'est d'arriver à savoir comment on peut se projeter dans l'avenir et travailler sur le coup prochain, ce qui est sans aucun doute une des utilités de la recherche. Ce qui n'empêche pas de revenir sur ce qui s'est passé. Un des enjeux est effectivement d'organiser ça dans la collaboration entre acteurs et chercheurs.

La deuxième difficulté que nous rencontrons c'est que nous devons toujours, dans ce type de travail coopératif, travailler à plusieurs niveaux. Plusieurs niveaux, cela veut dire plusieurs types d'échéances temporaires : les chercheurs sont plutôt sur du temps assez long, l'action est souvent sur du temps très court ; les modes d'expression sont complètement différents car la valorisation scientifique n'a rien à voir avec le travail sur les conclusions entre acteurs et chercheurs, il y a des formats extrêmement différents à inventer, les manières de dire une même chose sont très différentes selon que l'on est dans un monde ou dans l'autre et un des problèmes est de faire fonctionner la traduction dans les deux sens.

Il est certain que dans la future opération POPSU 2, nous aurons à prendre en compte ces deux difficultés qui vont jouer un rôle très important. Cette première phase du programme nous a appris beaucoup de choses, le problème est maintenant d'éviter ce qui s'est passé

quelquefois dans le passé mais qui, on vous le jure ! ne se reproduira plus jamais. Il faut que tout ce que nous avons appris soit recyclé, revienne dans le circuit et soit utilisé.

COLLOQUE DU 18 JUIN 2010

MARSEILLE EUROMEDITERRANEE

RETRANSCRIPTION DES DEBATS

9h45 – 10h45 : Présentation de la recherche POPSU à Marseille



Avec le soutien de :



Présentation de la recherche POPSU à Marseille

► **L'opération Euroméditerranée**

La parole aux chercheurs

Brigitte Bertocello, professeur à l'Université de Provence Aix-Marseille I

La parole des chercheurs peut paraître facile, sans responsabilités financières ou humaines comparativement à ce qui vient d'être présenté, elle est construite dans des contextes multiples. Dans le cadre de la production de cet ouvrage, il ne s'agissait pas pour nous d'évaluer l'opération au sens d'une mise en miroir entre le projet initial et l'avancée des réalisations en 2010 mais de comprendre les mécanismes, de mesurer les effets de la transformation notamment en termes de recomposition socio-spatiale, et donc d'analyser autant que faire ce peu les jeux d'acteurs.

Pour éviter les malentendus et devoir répondre à des questions centrées sur l'échelle de la métropole, ce que nous demandent principalement les journalistes aujourd'hui, je voudrais dire que ce titre n'est pas le nôtre et que nous avons focalisé notre recherche sur le périmètre d'une opération de renouvellement urbain de 410 hectares dans une ville populaire, recherche qui a bien sûr nécessité un jeu d'échelle pour mieux en comprendre les enjeux.

Dans le temps très court qui m'est imparti, je vais essayer de poser quelques axes qui seront bien sûr complémentaires de ceux que Jérôme Dubois présentera par la suite. Pour ma part, les deux entrées retenues m'ont été « soufflées » par une commande d'article dans le cadre d'un ouvrage en cours sur les villes françaises. On m'a demandé de rédiger pour l'opération Euroméditerranée quelque chose qui prenne en compte la centralité et la gentrification. J'ai choisi de reprendre ces deux entrées et de vous proposer quelques pistes de réflexion.

Ces deux notions, centralité et gentrification, ont bien sûr à voir avec tout projet urbain, ce n'est pas une spécificité de notre objet d'aujourd'hui. Elles ont un rapport avec toute opération de renouvellement urbain et obligent à considérer Euroméditerranée comme une pièce du puzzle marseillais. Cette image du puzzle n'est pas de moi, je l'ai empruntée aux étudiants du master urbanisme et aménagement que je tiens à remercier pour cette image que je trouve particulièrement pertinente.

Considérer Euroméditerranée comme une pièce du puzzle est une démarche intéressante à double titre. Premièrement, focaliser toute l'attention et l'analyse sur le projet Euroméditerranée, qui cristallise les critiques, fait oublier tout le reste de la ville. Sans remettre en question le rôle de moteur et d'accélérateur d'Euroméditerranée, l'idée est de sortir du projet phare pour s'interroger à l'échelle de la ville et repenser Marseille dans son ensemble. Ensuite, cela permet de s'interroger sur comment les pièces du puzzle sont assemblées et selon quelle logique. L'assemblage ne peut être appréhendé sans que l'on se préoccupe des acteurs et des temporalités des projets. Ma présentation oscillera entre ces deux échelles, le périmètre de projet et la ville, qui me semblent totalement complémentaires.

Donc deux entrées, centralités et gentrification. Je commencerai par les centralités. Bien que l'opération ait été conçue pour repositionner Marseille à l'échelle

euroméditerranéenne, elle permet de repenser, de réinterroger les centralités urbaines. Premier niveau d'analyse par rapport à ces centralités urbaines : Euroméditerranée est une centralité à l'échelle de la ville. Quand la municipalité ne parvient pas à agir sur l'hypercentre et à transformer la centralité immigrée malgré les nombreuses années de procédures de validation, c'est une nouvelle centralité qui émerge dans le centre nord de Marseille, là où il est possible de démolir, de reconstruire et donc d'impulser des recompositions socio-spatiales politiquement justifiées par un objectif de mixité sociale et une nécessité de requalification.

Deuxième niveau d'analyse par rapport à ces centralités : à travers ces actions, Euroméditerranée renouvelle et structure des centralités, qu'elles soient d'envergure internationale, régionales ou locales. (...), il est bien sûr question d'une centralité tertiaire dans le secteur de la Joliette, d'une centralité multimodale autour de la gare Saint-Charles, d'une centralité culturelle en appui sur la friche de la Belle de Mai mais aussi en bordure portuaire et d'une centralité commerciale rue de la République ou encore sur les Quais avec les Terrasses du Port.

Au-delà de ces dynamiques construites à partir d'une fonction majeure et d'une programmation d'équipements polarisants, il reste entiers deux points. Premièrement, l'attention apportée au dialogue entre ces dynamiques parfois concurrentielles mais qui peuvent aussi se compléter ou encore se combiner à condition de se soucier de leur interconnexion par des réseaux divers en lien avec les populations, les usagers, les citoyens. Deuxièmement, la nécessité de placer la composition urbaine au cœur de la transformation des territoires et de cette recomposition des centralités pour éviter à court terme de travailler à rendre plus habitables les abords des grands équipements, des grands aménagements et donc de retomber dans la réparation.

Mais peut-être faut-il évoquer ce qui pourrait devenir une centralité symbolique de Marseille et qui renvoie justement à une autre manière de produire la ville dans une dynamique de renouvellement. Je fais ici référence à l'extension du périmètre initial d'Euroméditerranée dont le traitement selon les principes de la démarche EcoCité est un véritable défi. Si l'on peut parler d'un premier rendez-vous manqué entre le projet urbain et le développement durable, le passage d'une centralité ouvrière à une centralité verte – on pourrait aussi utiliser le terme de centralité durable – programmé récemment dans l'extension pourrait être le point d'appui de la construction de ce que Thierry Paquot appelle un urbanisme écologique. Un urbanisme non pas cantonné à un écoquartier mais diffusé sur l'ensemble de la ville, ce qui nécessite un changement fort dans les interventions des praticiens.

C'est donc une centralité construite sur d'autres principes, sur un savoir-faire renouvelé, raisonné, et non plus à partir d'objets, qui peut permettre de poser différemment l'articulation programmation, transformation et vivre-ensemble. Une centralité qui contribue au changement d'image, modifie le paysage urbain et s'accompagne de recomposition sociale choisie ou subie. Ceci me permet de faire la transition avec la deuxième entrée, la gentrification.

Refaire la ville sur la ville comme le pratique Euroméditerranée dans un périmètre habité soulève nécessairement une interrogation sur le devenir des populations. Comment rester sur place alors que les valeurs du secteur augmentent, soit du fait des transformations à l'œuvre, soit du fait de leur prévision ? On peut aussi se demander comment les nouvelles valeurs des territoires requalifiés se pérennisent alors que les opérations d'aménagement ne s'insèrent pas nécessairement dans un environnement social favorable. Des marques de

contestation contre la transformation en cours s'inscrivent sur les murs de la ville, dans les œuvres des artistes, qu'ils soient cinéastes, photographes ou écrivains. Elles ne concernent certes pas uniquement le projet Euroméditerranée mais transmettent aux acteurs concernés, publics comme privés, le rejet du changement annoncé.

Bien avant le lancement d'Euroméditerranée, une dynamique de requalification du centre de Marseille à travers des procédures publiques a été conduite par la municipalité. Les discours annonçant la reconquête du centre-ville laissaient entrevoir la mise en place d'un processus de gentrification impulsé par le haut par les pouvoirs public. Paradoxalement, dans la future Capitale européenne de la culture, les artistes ne sont pas, comme dans d'autres villes, au cœur des dynamiques de gentrification. La gentrification à Marseille serait avant tout le résultat d'une politique municipale qui active la boîte à outils de la requalification, soit par des procédures publiques de réhabilitation, de restauration immobilières, de rénovation urbaine, soit par le jeu de négociations avec le secteur privé. Ici comme dans d'autres villes, les évolutions du budget municipal contraignent les maires et leurs équipes à collaborer avec le secteur privé pour concrétiser leurs projets de développement.

Ce partenariat public-privé semble aujourd'hui indispensable pour satisfaire les ambitions d'une offre renouvelée en logements à destination d'une nouvelle population attirée par le Marseille de demain. Cet investissement privé agit non seulement sur la forme architecturale et urbaine qui s'inscrit dans une dynamique de densification mais aussi sur la composition sociale des quartiers en mutation. Pendant que sont construites les opérations résidentielles de standing, et il en faut pour accueillir notamment les nouvelles populations en lien avec les emplois du tertiaire supérieur développés, qui produit, et où, le logement pour les populations les plus pauvres ? Marseille est une ville populaire avec des indicateurs de pauvreté et de précarité parmi les plus élevés de France – on peut se référer au DROS de la région PACA qui vient d'être publié. La demande en logements est plurielle et sur ce segment particulier les besoins sont considérables. Requalifier la ville est indispensable, c'est un objectif partagé, mais si la production de logements pour une population de cadres moyens et supérieurs ne s'accompagne pas dans un même temps d'une programmation de logements pour les plus pauvres, le décalage peut avoir des incidences sociales désastreuses.

La volonté municipale de requalification de la ville, accélérée par les opérations de renouvellement urbain d'Euroméditerranée, est effective mais n'est pas suffisante pour installer un processus de gentrification durable et continu. L'impact de ces dynamiques sectorisées est partiel et contribue à alimenter une configuration de la ville par archipels qui met sans doute plus violemment en exergue des disparités de niveau de vie. Par ailleurs, les opérations conduites ne parviennent pas à satisfaire complètement les attendus des nouvelles populations en termes de qualité de cadre de vie, populations qui ne se reconnaissent pas dans l'environnement imposé, trop éloigné de leurs référents sociaux. Cette programmation au coup par coup ne se préoccupe guère de l'insertion dans la ville de ces îlots porteurs de services de qualité visant une clientèle aux revenus bien supérieurs à ceux des populations environnantes. Transcender cette juxtaposition, penser les cultures a posteriori, passe nécessairement par une nouvelle réflexion à l'échelle de la quotidienneté.

La récente préoccupation d'Euroméditerranée pour les espaces publics de son périmètre pourrait être le signe d'un regain d'intérêt pour ce qui constitue le socle de la ville et l'espace des relations. Au-delà de cette volonté affichée par l'établissement public, il sera

indispensable dans un même temps que les services de proximité publics et privés soient rapidement au rendez-vous.

Je dirais que le renouvellement urbain de Marseille auquel prennent part les acteurs privés n'est pas dans ses formes et ses contenus totalement maîtrisé. Il est le résultat d'une ville négociée avec ses incertitudes, on l'a vu, dans laquelle le maintien de l'esprit des lieux est à la marge. Marseille semble faire l'objet d'une gouvernance à deux vitesses, celle qui traite de la question sociale, qui essaie de réparer, et celle qui tire la ville vers le haut et envisage un repositionnement à l'international. Un grand écart qui pour l'instant n'a pas permis d'inventer un nouveau savoir-faire urbanistique, celui de renouveler la ville populaire sans perdre son identité. Il devient alors urgent de s'interroger sur la réalité, l'efficacité des partenariats à l'échelle de la ville, quelle instance mise en place pour articuler les différents groupes d'acteurs qui interviennent, donc réfléchir à la nécessité d'une maîtrise d'ouvrage urbaine porteuse à la fois d'une vision stratégique – quelle ville de demain pour quelle société ? – et des grands enjeux à la fois économiques et sociaux définis par les instances politiques.

Je terminerai en proposant un plaidoyer pour une maîtrise d'ouvrage avec un rôle d'assemblage, de coordination, d'articulation des acteurs et des différents projets en vue d'assurer la cohérence générale du développement de la cité sur des temps longs et dans des contextes politiques et économiques fragiles. En 2006, Rachel Rodrigues Malta et moi-même avons organisé un colloque sur la ville mise en scène. Je reprendrai ce qui a animé son parcours scientifique – nous sommes plusieurs à nous interroger sur cette question – à savoir une interrogation sur l'urbanisme contemporain ou la mise en scène de l'incertitude, autrement dit la conjugaison d'un urbanisme de compromis caractérisé par l'imprévisibilité des jeux d'acteurs et d'un urbanisme de processus fortement marqué par de l'aléatoire.

Jérôme Dubois, professeur à l'Université Paul-Cézanne Aix-Marseille III

Pourquoi un établissement public à Marseille ? Ce n'était pas anodin de voir l'Etat revenir avec les outils lourds de la planification dans la ville du père de la décentralisation, et ce à un moment où les collectivités prenaient leur essor.

Quelques idées pour répondre à cette question. Si l'Etat est venu ici c'était avant tout pour organiser les jeux locaux. Je veux insister sur cette idée car il a pu y avoir des incompréhensions locales sur son rôle. Précisons que ce n'est plus un établissement public comme on a pu en voir au moment de l'Etat fort, de l'Etat planificateur. Nous avons eu quelques quiproquos locaux parce que l'Etat est venu organiser les partenariats locaux, est venu forcer les collectivités locales à s'entendre mais il n'est pas venu avec un projet urbain très longtemps. En 1995, il a offert une formule de coopération mais rien de plus.

Ce qui se passe au sein de l'établissement public et du conseil d'administration qui gère l'opération est intéressant parce que c'est avant tout une opération partenariale – le conseil d'administration n'est que le reflet des ententes locales plus générales : il suffit de relire les statuts de l'établissement public pour se rendre compte que les deux ou trois conseils d'administration annuels sont préparés jusqu'à quatre ou cinq mois à l'avance par ceux qui y participent et ne servent qu'à entériner des décisions préalablement négociées. Finalement, une structure qui fonctionne est une structure formelle.

Le rôle fondamental de l'établissement public était de maintenir l'équilibre politique entre les collectivités locales. Composé de cinquante personnes, on imagine bien, quelles que soient leur qualité, que ce ne sont pas elles qui régleront seules l'avenir de Marseille. Elles sont sans cesse obligées de travailler avec leurs différents homologues au sein des

collectivités locales, d'où un enjeu notamment avec les techniciens de la communauté urbaine ou de la ville qui gèrent au quotidien les réseaux, les espaces publics. C'est donc un gros travail de coordination politique mais également technique.

Pour montrer que l'établissement public a réussi sa mission, je voudrais vous parler du gentlemen's agreement qui existe dans son pilotage. Quel que soit l'aléa politique, les administrateurs ont toujours fait en sorte que ce soit la mairie de Marseille qui en garde la présidence. A l'issue des résultats des élections municipales de 2007, la gauche était en capacité d'en prendre la présidence, cela aurait fait désordre que ce soit une majorité autre qui préside aux destinées de la ville de Marseille, pourtant les élus se sont entendus pour que, malgré tout, Guy Teissier soit élu.

On retrouve cette méthode plus globalement dans le fonctionnement quotidien. Dans le cadre d'Euromed, nous sommes dans un partenariat où chaque acteur doit rester à sa place, personne ne peut prendre le devant. Il n'y a pas d'homme providentiel à Marseille, notamment en matière d'urbanisme, il n'y a pas comme à Lille un Pierre Mauroy ou comme à Nantes un Jean-Marc Ayrault, le projet d'Euroméditerranée ne fait l'objet d'aucune personnalisation et il faut bien comprendre que c'est la méthode qui veut ça. C'est-à-dire que, pour fonctionner, on est obligés d'avoir un accord politique avec les grandes collectivités de droite et de gauche locales. Cela veut dire que personne ne peut s'approprier seul les succès et les vertus d'Euroméditerranée. En 2007, lors des dernières municipales, le projet était lancé, on avait les premiers résultats tangibles, on était sur une dynamique extrêmement positive et la tentation a pu être grande de la part du maire de Marseille de s'approprier les mérites d'Euromed. Mais du fait des accords partenariaux, il n'a pas pu jouer ce jeu-là parce que son rival de gauche qui est président du conseil général, et à ce titre financeur et partenaire au sein du conseil d'administration, a pu lui rappeler qu'Euromed était une œuvre collective et que personne ne pouvait seul s'en approprier les mérites. C'est allé assez loin, le conseil général a joué pendant quelques semaines le jeu de la chaise vide et, du coup, il y a eu au moment des municipales un consensus politique un peu général, on n'est pas rentrés dans les détails sur le grand projet visant à transformer Marseille parce que les candidats se tenaient mutuellement. Donc fragilité des consensus et difficulté de la personnalisation.

Cela oblige les cinquante techniciens de l'établissement public à rester d'une scrupuleuse neutralité vis-à-vis de l'ensemble des collectivités locales présentes dans le conseil d'administration. D'où un jeu d'équilibre intéressant à la fois politique et technique au quotidien.

Compte tenu de l'ampleur du projet, Euromed interroge sur la capacité aujourd'hui de la puissance publique à assurer seule le renouvellement urbain. La réponse est évidemment négative. Vous avez tous en tête les discours d'Euroméditerranée qui visent à dire que pour un euro d'argent public investi, il faut trois euros d'investissements privés. On peut discuter les chiffres car on a un milliard d'euros d'investissements publics par Euroméditerranée mais c'est seulement l'argent qui passe par le budget de l'établissement public. Il faudrait rajouter à cette somme l'intégralité des investissements publics qui viennent d'autres sources : hôpitaux, prolongement du Tram, équipements de proximité... On n'est pas tout à fait au ratio de un pour trois mais ce n'est pas grave, cela illustre que le renouvellement urbain est structurellement déficitaire et qu'on a besoin d'un investissement public fort pour mobiliser les investissements privés.

Quelles que soient les sommes mises en jeu, on a besoin de cet argent privé. On peut toujours critiquer le fait de passer par des opérateurs privés pour réhabiliter 70 % de la rue

de la République (il doit y avoir 30 % de logements sociaux), mais comment faire autrement pour trouver les milliards nécessaires que n'a pas le public ? Le travail d'Euromed c'est, en fédérant les divers investissements publics, d'arriver à attirer sur site les investisseurs privés.

Dans ce jeu-là, l'établissement public essaie de faciliter, de mettre en harmonie et d'arbitrer entre des procédures qui lui échappent. Il y a une difficulté de construire la maîtrise d'ouvrage, on le voit à travers toutes les opérations pilotées localement. Bien souvent, dans son rôle d'aménageur, l'établissement public ne maîtrise pas toutes les procédures qui peuvent renvoyer à des outils qui ne sont pas de sa compétence comme les OPAH, les PRI, etc., ou bien on peut être sur des dispositifs qui dépassent son périmètre. De ce fait, le travail de l'établissement public c'est bien d'essayer de mettre en musique différentes procédures qui lui échappent.

Finalement, on peut avoir une opinion propre du fonctionnement parfois chaotique de ce projet mais c'est très lié aux travers des dispositifs institutionnels français aujourd'hui. Finalement, Euromed s'inscrit dans des débats d'actualité. Je vais citer trois mots : premièrement, contractualisation, c'est-à-dire que plus personne ne sait faire de l'aménagement tout seul et, quand il y a des partenaires, personne ne maîtrise complètement l'action, personne ne peut la porter tout seul. Deuxièmement, technicisation, à la fois du fait des montages financiers, des montages juridiques, des montages partenariaux mais également une technicisation liée à la diversité des enjeux de la ville durable et de l'urbanisme aujourd'hui. Nous ne sommes plus sur de la planification simple, il faut à la fois faire du renouvellement urbain, de la planification mais également prendre en compte les aspects ville durable, nature dans la ville, aspects sociaux, etc. Troisièmement, déresponsabilisation du fait d'un problème d'imputabilité de la décision publique. Qui maîtrise aujourd'hui l'avenir de Marseille ? Euromed sans doute un peu mais avec tous ses partenaires. C'est donc extrêmement compliqué de savoir qui fait quoi.

Je conclurai en disant que tout cela ne facilite pas la mise en débat démocratique du projet parce qu'on est sur une maîtrise d'ouvrage éclatée. Pourtant cela fonctionne, la méthode Euromed est une méthode qui a fait ses preuves, on en voit les effets aujourd'hui dans la ville. Cela fait maintenant quinze ans que l'établissement public essaie d'organiser l'avenir de cette ville et ce que nous montre l'expérience c'est qu'il a pu survivre à deux majorités parlementaires, cinq gouvernements et de multiples aléas politiques locaux. Je voulais terminer sur cette idée d'une méthode Euromed qui fonctionne sur du consensus, mou ou dur, à vous de voir... mais qui en tout cas a fait ses preuves en termes de renouvellement urbain.

François Jalinot, directeur de l'EPAEM

Je voudrais réagir sur quelques points que vous venez d'évoquer. Sur la question du social et de la quantification qui a été abordée par Brigitte Bertoncetto, la question est bien entendue, dans la manière de renouveler la ville, de ne pas exclure les populations résidentes. C'est forcément ce que l'on peut lire quand on n'aborde que les opérations de ZAC, de renouvellement, qui partent de territoires qui n'étaient absolument pas résidentiels et qui sont transformés en territoires résidentiels. Dans les PL, nous intégrons bien sûr les 20 % de logements sociaux avec une particularité qui est d'assurer la mixité sociale et fonctionnelle.

Si l'on prend on focus un peu différent, on va parler de la ZUS Centre-Nord qui concerne 50 000 habitants et dont une grande partie est située dans le périmètre d'Euroméditerranée.

Là, c'est toute l'action sur le tissu existant et les populations résidentes historiques qui est à travailler – cela fait l'objet d'une convention qui va être signée très prochainement. Tout le travail est de produire du logement social par public en substitution du parc social existant dans lequel on retrouve les « marchands de sommeil » et de l'indignité. Le travail sur le maintien des populations résidentes par substitution et sécurisation de leur lieu d'accueil dans le parc public me paraît contribuer à cette articulation entre populations résidentes, maintien de ces populations sur site, dans leurs réseaux sociaux et leur spatialité, et nouveaux résidents dont on peut espérer qu'ils produiront un équilibre social.

Je ne m'étendrai pas sur la gouvernance. Ce qu'il faut peut-être retenir c'est qu'elle fonctionne, avec bien sûr des aléas, mais elle fonctionne. C'est important parce que la culture de la gouvernance n'est pas de fait, elle s'entretient et se développe.

Quant à l'aspect financier, effectivement le rapport de un à trois qui est valorisé par Euroméditerranée ne tient pas compte du structurant mais c'est un structurant qui de toute façon serait nécessaire. On ne retient de l'investissement public que la part de la valorisation par rapport à une action publique classique qui fait que quand on développe des quartiers résidentiels, forcément les différents acteurs institutionnels font de l'équipement classique de collèges, de lycées et autres. Voilà pourquoi on fait cette nuance entre l'apport réel d'Euroméditerranée dans cet effet levier par rapport à l'investissement public par rapport à un investissement public plus structurant qu'on sort du dispositif.

En tout état de cause, en cumulant l'ensemble des participations publiques, on est à l'équilibre, on n'est pas déficitaires. Même en cumulant l'ensemble des investissements publics et privés, on reste sur une balance favorable à l'investissement privé, sachant que ne sont pas prises en compte les retombées fiscales qui permettent à l'investissement public, du fait de l'ancienne taxe professionnelle et des taxes d'habitation, de retrouver des masses financières significatives qui permettent de compenser l'investissement initial.

COLLOQUE DU 18 JUI 2010

MARSEILLE EUROMEDITERRANEE

RETRANSCRIPTION DES DEBATS

10h45 – 11h45 : Métropolisation et développement économique



Avec le soutien de :



► Métropolisation et développement économique

Frédéric Moschetti, directeur du développement économique et de l'emploi, EPAEM

Je voudrais revenir sur des éléments clés de la métropole concernant le développement économique. Que regardent les entreprises que nous essayons d'attirer aujourd'hui ? Les infrastructures de la métropole, c'est-à-dire les routes, les tunnels, les autoroutes qui vont rendre la ville plus simple. On peut y ajouter les transports qui permettent de la rejoindre, l'aéroport et la gare, ainsi que ceux qui permettent de s'y déplacer, le tramway et le métro. Il y a également les grands équipements comme les hôpitaux, les collèges et les écoles et bien évidemment les logements. Pour rentrer un peu plus dans l'économie, c'est aussi créer les grands pôles. Il y a les grands pôles qui existaient depuis de nombreuses années et qui continuent de se développer, il y a les grands pôles technopolitains, Marseille en compte plusieurs.

Nous avons contribué, nous, au développement métropolitain, en créant un grand pôle tertiaire qui fait aujourd'hui environ 400 000 m² et qui permet, par rapport aux grandes métropoles françaises ou européennes, de nous donner cette masse critique et une certaine crédibilité. Il y a aujourd'hui 20 000 personnes qui travaillent dans de grandes sociétés du tertiaire comme la banque, l'assurance, le conseil, les télécoms et les fonctions tertiaires du commerce international. Peut-être aussi travailler sur d'autres développements spécifiques comme cela a été le cas pour la Belle de Mai. Il y a dix ans, nous n'étions pas certains que les TIC allaient se développer aussi fortement par contre nous y croyions beaucoup. Nous sommes aujourd'hui crédibles pour attirer ces activités à très forte valeur ajoutée pour la métropole.

L'accélérateur de métropole est aussi en termes de tourisme et de culture. Le tourisme est un vecteur très fort de développement économique, que ce soit à travers les croisières (20 000 croisiéristes en 1995, 1 million l'année prochaine), le tourisme d'affaires ou la culture à qui il faut donner des moyens et de grandes infrastructures.

Olivier Latil d'Albertas, directeur du développement économique et des affaires internationales, Marseille Provence Métropole

Je vais quitter le domaine du marketing territorial pour essayer de vous donner des éléments de compréhension économiques de la problématique de développement. Le premier point est un présupposé fort qui déjà suppose un choix extrêmement fort, c'est ce que j'appellerai le choix du développement. Dans la stratégie des acteurs dont on parle, nous avons fait un choix plutôt fort qui est celui d'être en compétition des métropoles. Il y a un thème emblématique qu'a choisi la Chambre de commerce qui est de rentrer dans le top 20 des métropoles européennes. C'est un choix vraiment très structurant, on est dans une logique qui consiste à dire que, vu l'état de difficultés socio-économiques de l'aire métropolitaine marseillaise et de la ville de Marseille en particulier, il n'y a pas d'autre choix que celui du développement. A périmètre de population comparable, il manque 100 000 emplois à Marseille par rapport à Lyon. Et je passe sur la structure sociologique de cette ville et de cette agglomération qui a déjà été évoquée.

A partir de là, nous avons essayé de réfléchir à ce que pouvait être une stratégie crédible, donc avec des facteurs de différenciation possibles. C'est bien beau de dire que l'on sera dans le top 20, toutes les métropoles européennes sont dans cette logique de compétition ! La deuxième approche est l'analyse de nos moteurs économiques : c'est-à-dire la nature de

notre tissu économique et savoir où sont nos emplois. Sur le premier point, ça c'est ce que j'appellerais la lecture des points forts ou des essais à transformer. Il y a au moins quinze sujets sur lesquels on peut faire la différence mais sur lesquels on peut aussi échouer. Mais on a un potentiel vraiment intéressant à valoriser.

Le premier atout différentiel, c'est le point le plus difficile, c'est l'Euroméditerranée. Pour la première fois, il y a une politique de l'Europe et de la France en direction de la Méditerranée, même si elle connaît des difficultés. Notre discours a longtemps été incantatoire et volontariste sur l'Euroméditerranée mais aujourd'hui, pour la première fois, il peut s'appuyer sur une politique européenne. C'est très compliqué, très aléatoire, mais ça existe.

Le deuxième atout de différenciation possible c'est le Port et l'ensemble du dispositif logistique. Nous avons potentiellement toutes les cartes pour être un très grand centre d'échanges de marchandises à l'échelle européenne.

Le troisième atout autour des enjeux de l'économie et de la connaissance, c'est la réforme des universités, le plan Campus, le Grand emprunt. Pour la première fois, avec la fusion de nos trois universités, nous pouvons exister sur la carte du monde de l'économie et du savoir. Nous avons une opportunité très forte mais pouvons aussi passer à côté.

Le quatrième atout différentiel possible ce sont les enjeux autour du tourisme avec un côté emblématique qui est Marseille Capitale européenne de la culture 2013. On voit là que l'on a la possibilité de transformer l'essai sur des enjeux qui rapprochent la culture et le tourisme, ce qui est nouvelle économie potentielle.

Donc quatre atouts différentiels possibles, quatre opportunités, mais beaucoup de volontarisme nécessaire et de coordination des acteurs pour pouvoir transformer ces essais.

Deuxième volet : notre base économique, c'est quoi ? Et quand on la compare avec d'autres agglomérations, quelles en sont éventuellement les points faibles ? Là, nous sommes plutôt sur nos points faibles. Le cabinet à qui nous avons confié d'en faire l'analyse a distingué cinq chaînes de valeur, c'est le moteur économique : l'économie résidentielle (plus de 50 % des emplois), l'économie de la connaissance (18 % des emplois), l'économie productive (10 à 11 % des emplois), l'économie du transport logistique (13 % des emplois) et l'économie du tourisme et des loisirs au sens large (6 à 7 % des emplois). Je ne vais pas rentrer dans une analyse détaillée mais nous avons là nos points faibles par rapport aux autres grandes agglomérations, il faut le savoir. Quand on compare notre agglomération aux autres grandes agglomérations françaises, on a à peu près dix points de moins sur ces économies. On a par contre dix points de plus sur l'économie résidentielle.

Il est donc clair que, en termes stratégiques, on ne peut pas réussir dans la compétition des métropoles si l'on n'a pas une stratégie qui priorise le développement de ces économies d'entraînement. Ces économies posent souvent un problème car elles sont mobiles : on essaie d'attirer des gens qui ont le choix de venir ou de ne pas venir et qui, de surcroît, ont le choix de repartir. Evidemment, l'économie résidentielle est quelque chose de très séduisant parce que le commerçant du coin, il ne va pas partir. En revanche, ce qui crée la valeur ajoutée, ce qui tracte le système, ce sont les économies qui sont dans la compétition. Nous n'avons pas d'autre schéma si nous voulons être dans le développement, si nous voulons accroître la production de richesses, l'emploi, les systèmes de redistribution, que de miser sur ces enjeux de l'économie de la connaissance, de l'économie productive – l'industrie reste quand même un facteur de création de richesses et de valeurs

incontournable. Toutes les grandes villes, sauf Paris, ont une base industrielle beaucoup plus importante que la nôtre. Lyon, c'est 25 % de l'emploi, Grenoble c'est 35 %, nous c'est 11 % – et de l'économie du transport logistique. Nous n'avons pas d'autre choix que de développer ces bases économiques.

Régine Vinson, chargée de mission urbanisme-patrimoine et relations Ville-Port, Grand Port maritime de Marseille

Je vais commencer par le constat qu'il ne peut pas y avoir de grand port mondial sans métropole importante qui y est adossée. La métropole marseillaise a une chance parce qu'elle a le premier port de France, le premier port de Méditerranée, et c'est le même troisième port mondial en termes de pétrochimie. Cela se passe un petit peu plus à l'ouest mais c'est pour rappeler que le Port de Marseille c'est le Port de Marseille-Fos. C'est non seulement le territoire de Fort Saint-Jean à l'Estaque, mais aussi le territoire de Châteauneuf-les-Martigues à Port-Saint-Louis-du-Rhône, soit 400 hectares sur Marseille et 10 000 sur Fos à développer dans deux types de course au développement.

Sur Marseille, c'est une course plutôt méditerranéenne puisque le Port de Marseille, les Bassins Est, est le port des échanges méditerranéens avec deux grands défis à relever. Il y a celui de la croissance des activités voyageurs car nous pensons que c'est un des grands ports à voyageurs d'avenir de la Méditerranée (croissance en dix ans de 10 000 croisiéristes à 650 000 avec une perspective au-delà du million en 2012), puis il y a également la course pour les échanges méditerranéens, c'est-à-dire des ferries et des lignes régulières pour desservir la Corse ou les destinations vers l'Algérie, la Tunisie et des lignes que nous espérons bientôt vers le Maroc. Deuxième axe, nous pensons nous spécialiser et être présents sur le marché du trafic roulier et des cargos mixtes méditerranéens qui est en développement très fort sur la Méditerranée avec un marché de l'ordre de 35 millions de tonnes. 35 millions de tonnes potentielles à capter sur des trafics de cargos mixtes en Méditerranée, ça c'est l'enjeu sur Marseille.

A Fos, nous sommes dans une autre course, la course aux containers, une course à une échelle beaucoup plus mondiale. Nous produisons des infrastructures, des quais, et essayons d'attirer les plus gros opérateurs de ce marché parce que c'est ce qui va faire la croissance. C'est en concrétisant des contrats avec eux que nous allons atteindre notre objectif qui est de 5 millions d'EVP à l'échéance 2015.

A Marseille, nous avons un port à moderniser. Nous avons essayé de trouver un espace sur la zone la plus proche du centre-ville pour à la fois permettre des développements urbains et répondre à la demande d'un peu plus d'ouverture du port, d'un peu plus de port pour le citoyen et de venir plus près de l'eau pour l'urbain moyen. Nous essayons d'offrir, en parallèle avec nos autres projets, de petits bouts de ville suspendus au-dessus des espaces portuaires.

François Payebien, directeur général adjoint de la Communauté d'agglomération Porte de l'Isère (CAPI) en charge du développement économique et territorial

Pourquoi je viens ici alors que je suis de Bourgoin-Jallieu ? C'est parce que nous sommes en train de construire la gouvernance métropolitaine lyonnaise. Par rapport à votre opération, je vais essayer de vous parler de géographie, d'histoire et d'avenir.

Nous essayons de faire une gouvernance métropolitaine à trois, ce qui veut dire au niveau géographique l'agglomération lyonnaise (1,2 million d'habitants) au centre, la communauté d'agglomération Porte de l'Isère (100 000 habitants) à l'est et Saint-Etienne

(450 000 habitants) au sud-ouest. Nous avons voulu constituer l'Eurométropole, nom qui ne veut pas dire grand-chose et qui en plus fait penser à Lille. Nous sommes en train de chercher un nom en ce moment.

Pourquoi ceci a été possible ? Parce que nous avons de l'histoire derrière. Lyon a un peu d'avance par rapport à vous sur un certain nombre de points et sur une certaine gouvernance. Nous n'avons de leçons à donner à personne, nous avons simplement une vieille habitude du consensus qui en général se termine autour d'une table, mais nous travaillons quand même de temps en temps...

Je voudrais rappeler quelques dates. En 1988 s'est créée la Région urbaine de Lyon, qui est une association de structuration et de réflexion, sur un grand espace qui dépasse l'aire urbaine de Lyon et qui comprend près de 2 millions d'habitants. Cette instance de réflexion permet de se retrouver, de débattre d'un certain nombre de choses et si on en est là aujourd'hui c'est aussi grâce à ça. En 1998 a été créé le schéma de développement économique qui s'est ensuite appelé « Grand Lyon, esprit d'entreprise » qui réunit la Communauté urbaine et les partenaires économiques (Medef, CGPME, Chambre de commerce, Chambre des métiers). Sur ces bases-là, nous avons dès 1998 fait un constat, à savoir que nous rentrions en compétition internationale. Mais comme nous sommes un petit peu prétentieux, nous avons pris comme objectif de rentrer dans le top15 européen, sachant que nous étions classés dix-neuvième à cette époque. Nous sommes aujourd'hui à la dix-huitième place. Peu importe le chiffre, ce qui compte c'est de se dire que l'on rentre dans la compétition européenne et mondiale et qu'on se donne les moyens d'y être.

Il y a aujourd'hui onze Scot entre Lyon et l'ensemble de cette périphérie. Un Inter-Scot a été créé qui est également une structure de regroupement et de discussion. C'est quelque chose qui est important parce que cela nous permet d'échanger un certain nombre d'informations. Un autre fait important en termes de marketing territorial est la création en 2007 de la marque OnlyLyon qui montre que l'on est capables, sur une géographie bien supérieure à la seule Communauté urbaine, d'aller à l'international sur une marque commune. En 2009, Gérard Collomb, Maurice Vincent, maire de Saint-Etienne et Alain Cottalorda, maire de Bourgoin-Jallieu, se mettent d'accord pour travailler ensemble à la gouvernance métropolitaine. Nous sommes candidats au futur pôle métropolitain, s'il a la possibilité de voir le jour.

Maintenant l'avenir. Cette gouvernance métropolitaine que nous sommes en train d'inventer a commencé à fonctionner avec quatre groupes de travail : un groupe aménagement travaille sur les Scot, l'Inter-Scot, et regarde comment on peut faire vivre ça, comment on peut travailler sur les quartiers de gare, sur les modes doux et l'agriculture périurbaine. Un groupe travaille sur le transport avec la question de savoir comment on fait ensemble une grande AOT, nous en avons actuellement onze sur l'ensemble du territoire, qui puisse gérer les systèmes de transport de l'ensemble de l'agglomération. Il y a également la question de l'aéroport qui n'est pas facile, tout le monde reconnaît son utilité mais il faut savoir ce que l'on fait autour et comment on y accède. Le troisième groupe de travail s'occupe de la culture, à savoir la mise en commun des biennales, mais aussi sur la construction d'un axe identitaire, c'est-à-dire comment on est capables de vendre une même identité, ce qui est compliqué parce qu'il y a des cultures très différentes entre Lyon et Saint-Etienne. Le dernier groupe a en charge l'économie avec également la question de l'aéroport et la question du marketing territorial. Nous aurons un stand commun au salon de l'immobilier à Paris au mois de novembre mais Saint-Etienne et Lyon garderont quand même leur identité propre.

Nous essayons par ailleurs de mener un travail de fond à l'initiative du Grand Lyon sur le schéma d'accueil des entreprises. Le Grand Lyon vient de publier ce schéma où il présente l'offre foncière, la demande des entreprises aujourd'hui pour venir s'installer à Lyon, la priorité donnée à tel ou tel quartier, etc. C'est un travail très important qui a duré pratiquement six ans.

Nous sommes très satisfaits de voir Marseille revenir dans le groupe des grandes villes françaises qui comptent. Nous n'étions pas en concurrence il y a encore cinq ou six ans et commençons à l'être aujourd'hui dans certains domaines. C'est une bonne nouvelle parce que je crois que nous avons besoin de Marseille en France. Cela nous stimule et nous permet de nous poser des questions. Avoir une ville à 300 km de nous qui est à nouveau capable de faire une offre tertiaire de grande qualité, cela nous interroge quant à notre propre offre et nous permet de nous repositionner.

Là où il y a peut-être des choses à travailler c'est que vous avez aujourd'hui un point central, Euroméditerranée, et qu'il est peut-être nécessaire de ne pas tout concentrer au même endroit. C'est important d'avoir un phare mais il faut également avoir beaucoup de produits qui peuvent apporter plein de choses. Je pense que l'on a besoin dans des grandes villes comme les nôtres d'avoir une gamme de produits pour permettre d'accueillir des entreprises qui cherchent des choses différentes. La question à se poser est de savoir si vous êtes capables d'accueillir les grandes entreprises régionales. A Lyon, les grandes entreprises françaises et internationales qui cherchent un quartier d'affaires vont à La Part-Dieu, en revanche Lyon Confluence est devenu le lieu où les grandes entreprises régionales sont contentes d'être présentes.

Philippe Langevin, maître de conférence, Faculté de sciences économiques, Université de la Méditerranée (modérateur de la table ronde)

Vous avez évoqué le mot consensus, pour nous c'est un mot assez éloigné, nous n'en comprenons pas trop la signification... Merci de votre regard sur une métropole qui risque dans quelques années de mettre éminemment en difficulté la métropole lyonnaise... J'aimerais maintenant que Frédéric Moschetti veuille bien nous préciser où est l'Europe et où est la méditerranée dans Euroméditerranée.

Frédéric Moschetti

C'est une question qui n'est pas évidente... Je vais y répondre par le positionnement que l'on essaie de trouver et par ce que nous disent les entreprises. Vous allez voir qu'il y a une évolution. Il y a quelques années, quand Euroméditerranée a démarré, on s'est fixé comme objectif d'attirer de nouveaux emplois métropolitains. On s'est d'abord dit qu'on allait les chercher en région et à Paris. La première phase était plutôt nationale. Ensuite, on a essayé d'aller les chercher plutôt en Europe. Or comme nous sommes en Europe du Sud, nous avons plutôt essayé d'aller chercher les emplois en Europe du Nord ou dans des entreprises qui étaient déjà implantées en Europe, qu'elles soient asiatiques ou américaines, en leur « vendant » la métropole, en l'occurrence son quartier d'affaires, comme base d'Europe du Sud. Certaines entreprises ont choisi Marseille plutôt que Barcelone – cela n'arrive pas à chaque fois mais cela commence quand même – pour créer 250 emplois. Le trait d'union avec l'Europe se fait donc par le sud. Aujourd'hui, nous sommes crédibles sur un certain nombre de problématiques, d'abord parce que nous sommes situés entre l'Espagne et l'Italie et puis parce qu'on a un bassin d'emploi et des ressources humaines, ce qui est très important.

Il y a quelques années, la Méditerranée faisait peur, cela semblait compliqué politiquement, notamment aux Américains et aux Asiatiques. Aujourd'hui, ça leur fait un peu moins peur pour plein de raisons, notamment parce que la crise mondiale ne touche pas trop les pays du sud de la Méditerranée qui ont encore une très forte croissance sur un certain nombre de marchés. La logique de porte d'entrée sur l'Europe du Sud commence à glisser vers la Méditerranée qui devient une alternative crédible.

Philippe Langevin

Finalement, qu'est-ce qui nous manque, nous, pour avoir un potentiel comparable à celui de nos amis lyonnais ?

Olivier Latil d'Albertas

D'abord un mot sur le consensus. C'est facile de faire de l'humour là-dessus mais, en pratique, sur des sujets concrets, on le trouve quand même. La métropolisation, à travers un certain nombre de projets, existe aussi. ITER est par exemple une forme de consensus des acteurs locaux avec un grand projet international. La fusion des universités est aussi un levier fort. Dans tout cela, il y a l'action au quotidien, des tas de choses qui ne se voient pas mais que l'on doit faire si l'on veut rester dans la course : l'accueil d'entreprises, dégager du foncier, aménager la ville, améliorer l'activité de services, etc., toute une série de choses pas très marrantes mais qu'il faut faire au quotidien.

Et puis il y a quand même les gros sujets à effet de levier – Euromed est un de ceux-là, ITER également –, notre problématique est de les déjouer et on trouve des consensus. La fusion des universités me paraît un gros sujet à effet de levier également. Dans le plan Campus, on a bien vu qu'on a passé la rampe à partir du moment où l'on a travaillé avec les collectivités et avec les pôles de compétitivité pour présenter un projet qui se tient. Et cela va être la même musique sur le Grand emprunt, on réussira en associant tout le monde. Evidemment, ce n'est pas le même territoire administratif mais les gens sont quand même capables de se parler. Marseille capitale européenne de la culture est également un sujet de consensus. Il y a bien une capacité dans notre métropole à travailler ensemble sur des projets concrets. Le premier pas que constitue un syndicat mixte de transport qui s'est fixé pour objectif d'unifier à terme le système des transports représente des enjeux majeurs. Je vous ai cité là des enjeux à effet de levier qui sont capables de nous aider à rattraper notre retard, mais il n'y a pas de miracle, personne ne pense une seconde que cela va se faire en quelques années, c'est un effort de longue durée.

Evidemment, la structure administrative unique nous permettrait de mutualiser les investissements, cela serait mieux, d'autant que nos voisins utilisent cet outil-là. Nous ne l'avons pas et pour l'instant nous avançons sur du consensus par projet. Concernant le Port, je continue à penser que c'est un atout absolument majeur, partout dans le monde quand on a des ports on a une opportunité fantastique. On a un sujet collectif autour de la réforme portuaire pour savoir si l'on a le courage politique d'aller jusqu'au bout pour obtenir ce que j'appellerais la fiabilité.

Philippe Langevin

Nous sommes sur un territoire à consensus variable mais lorsque l'on arrive à s'entendre sur les grandes opérations, cela fait avancer de façon considérable notre démarche. Sur ITER, sur la culture, sur le syndicat des transports, on avance quand même. Maintenant, concernant le Port, il était autonome, il est devenu grand, est-ce que ce changement de

statut peut contribuer au processus de métropolisation ? Est-ce que le changement d'organisation, est-ce que l'introduction dans le secteur privé, est-ce que cette dynamique attendue peut avoir, d'après vous, des conséquences positives ? Car on ne peut plus attendre.

Régine Vinson

Il y a l'outil, nous sommes prêts pour les développements, il faut que l'on puisse avoir maintenant une offre de services fiable. Cela paraît simple mais c'est en réalité quelque chose de difficile. Il faut que l'on arrive à organiser, à moderniser ce port et ses bassins en intégrant les préoccupations de la métropole et des enjeux de développement durable, avec des connexions ferroviaires... Il faut arriver à jouer sur une intermodalité et que tout se passe bien pour les maillons du transport, les pré- et post-acheminements et l'organisation des zones logistiques qui permettent des développements. Le port est un système complet que l'on ne peut pas faire sans la métropole et sans avoir une stratégie globale. Mais nous sommes optimistes car, de toute façon, nous n'avons pas le choix.

Philippe Langevin

En conclusion, je vais vous poser une question : qu'est-ce qu'il faut faire ?

Frédéric Moschetti

Je pense que, déjà, il faut continuer ce que nous faisons. Nous avons une culture du consensus qui certes est différente de celle de nos amis lyonnais mais néanmoins elle nous apporte un certain nombre de succès incontestables. Je trouve que nous sommes plutôt sur une voie vertueuse par rapport à ça, on commence à gagner de grands événements internationaux, on recrée pas mal d'emplois, on redevient un concurrent de Lyon. Il faut continuer en accentuant nos points forts et en développant ceux qui n'ont pas encore donné tout leur potentiel. Je pense que nous sommes sur la bonne voie en essayant d'adapter ce consensus à géométrie variable par rapport à une logique d'abord de projet.

François Payebien

Vu de Lyon, j'aurais envie de dire trois choses. D'abord qu'il est très important d'afficher une ambition. Le premier intérêt c'est que cela soude au niveau local et on en a tous besoin. Ensuite, cela permet de l'afficher à l'extérieur, les gens ont l'impression qu'il se passe quelque chose et, même si ce n'est pas nouveau, ce n'est pas grave, on fait de la com' et on y va. Ensuite, je pense que vous avez la grande chance d'avoir un port, par contre ce port a une très mauvaise image, les gens ne viennent pas parce que c'est le bazar. Ce n'est peut-être pas la réalité quotidienne mais, de l'extérieur, l'image est celle-là. Je pense que c'est vraiment votre priorité. Enfin, vous avez aujourd'hui un produit à vendre, un produit tertiaire, un produit qui permet d'attirer les gens. Continuer à développer des produits, c'est essentiel.

Olivier Latil d'Albertas

Ce n'est pas parce qu'on parle des difficultés qu'il faut se tirer vers le bas non plus ! Je ne partage pas du tout cette espèce de discours ricanant sur les difficultés que nous avons. Avant cette crise de 2009, nous avions trois ruptures de courbe majeures : 5 000 emplois privés nets par an dans la période 1998-2008, ce qui ne s'était pas vu depuis très longtemps dans cette ville, ce n'est pas encore à l'échelle mais c'est quand même très important ; un retour de la population et une forte augmentation de la production de logements. Et puis,

surtout, un changement radical de notre image. J'entends bien le discours lyonnais qui nous dit que nous pouvons jouer dans la cour des grandes métropoles. Au début, quand nous étions au MIPIM pour présenter nos produits, on faisait ricaner mais aujourd'hui les investisseurs sont là parce que nous avons des éléments qui nous crédibilisent.

Les leviers, on a la chance de les avoir ! Vous n'avez pas beaucoup de métropoles qui ont quatre sujets sur lesquels elles peuvent faire la différence, mais à condition de se battre. Ce n'est pas parce qu'on se dit que l'on peut échouer qu'on est négatifs ! Il y a Euroméditerranée mais aujourd'hui dans la ville, même dans cette période de crise, il y a d'autres programmes importants autour du Grand stade, etc., y compris dans le secteur nord de Marseille, qui sont des leviers qu'il faut continuer à jouer. Aujourd'hui, on parle de la fusion des trois universités, on a neuf pôles de compétitivité qui sont des leviers très importants dans cet enjeu de l'innovation, on peut les jouer et on va continuer à les jouer. Marseille, Capitale européenne de la culture, c'est une augmentation de la lisibilité, une augmentation de la fréquentation touristique, une augmentation de la crédibilité de l'agglomération. Ça on peut le jouer et on est en train de le faire.

Tout cela pour dire que, certes, nos difficultés sont considérables et que rien ne se fera rapidement, il faut quinze ans, et l'extension d'Euromed c'est vingt ans, on est sur un temps long. Mais l'important c'est d'avoir enclenché la mécanique. Pour le Port, il faut un consensus politique pour soutenir cette réforme portuaire et, ne nous racontons pas de salades, que l'on ait enfin une équipe fiable et crédible. Les équipes du Port ne peuvent pas toutes seules gérer ce problème.

Régine Vinson

Nous pensons également qu'il faut arrêter de considérer qu'il y a une fatalité liée au Port de Marseille. Nous sommes à un moment clé et il faut que, ensemble, nous arrivions à tourner une page. Nous connaissons le « benchmarking » des autres ports, nous avons une offre et savons que nous avons la possibilité d'y arriver.

COLLOQUE DU 18 JUIN 2010

MARSEILLE EUROMEDITERRANEE

RETRANSCRIPTION DES DEBATS

11h45 – 13h00 : Renouveau urbain



Avec le soutien de :



► **Renouvellement urbain**

Philippe Méjean, maître de conférence, IUAR, Université Paul-Cézanne (modérateur de la table ronde)

Le titre de cette table ronde a le mérite de la clarté et a en même temps une certaine sécheresse. Toutes ces opérations de renouvellement urbain me semblent avoir en commun d'être le siège d'une recherche permanente et forte d'excellence. D'abord une excellence politique, on va essayer de produire une autre ville, une ville plus équilibrée, plus développement durable, donc une ambition politique au sens fort, une ambition importante, un discours fort. Excellence politique mais également excellence technique et professionnelle. On a le sentiment que c'est dans ces bouts de ville, très complexes, que se joue une bonne partie des savoir-faire, de la rénovation des savoir-faire de l'urbanisme, de l'aménageur, de l'opérateur. L'excellence est donc requise et elle est revendiquée.

Après, il y a le principe de réalité et je remercie Brigitte Bertoncello qui l'a incarné d'une certaine manière en nous disant que, finalement, nous avons un urbanisme de juxtaposition, que nous avons sans doute une gouvernance à deux vitesses, l'une qui tire vers le haut et l'autre qui vise à réparer. Finalement, je force volontairement le propos pour ouvrir la discussion, le nouveau savoir-faire urbanistique n'est pas encore complètement constitué. Brigitte Bertoncello appelait de ses vœux la mise en place d'une maîtrise d'ouvrage à cet égard.

Du coup, nous tenons le sous-titre de l'intitulé de la table ronde : « Renouvellement urbain : simple réparation urbaine ou invention d'un nouvel urbanisme ? ». C'est autour de cette question que nous pourrions peut-être essayer d'échanger. Nous allons le faire notamment grâce à trois nouveaux territoires qui vont nous permettre de renouveler notre regard : le territoire du Grand Lyon, le territoire de la métropole lilloise et le territoire du GPV de Marseille.

On prétend à l'excellence, à l'innovation, à l'exemplarité. Finalement, quoi de neuf ? Sur quoi a-t-on le sentiment d'avoir vraiment avancé ou d'être en train de le faire ? Puis sur quoi bute-t-on principalement dans ce chemin qui mène à l'excellence et à l'innovation ? Je vous propose de commencer par la maîtrise d'ouvrage avec l'intervention de Pascal Marchand et de Rémy Nouveau.

Pascal Marchand, directeur général adjoint développement durable et attractivité du territoire, Marseille Provence Métropole

Quoi de neuf ? Avant même de répondre à cette question, j'ai envie de parler de ce sur quoi nous butons, c'est-à-dire la pauvreté. A Marseille, une moitié des ménages est exonérée d'impôts, un quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. C'est un obstacle majeur. Il y a une caractéristique, c'est que c'est une pauvreté du centre-ville et qui de surcroît s'accroît. Quelques chiffres sur l'évolution des revenus médians entre 2000 et 2005 : ce ne sont pas les quartiers nord qui ont la prime de la dégradation mais bien les I^{er} et III^e arrondissements. Le XV^e est à 12 643 euros de revenus médians avec une hausse de 11,9 % ; le XVI^e est à 8 820 euros avec une hausse de 10,3 %. Dans le I^{er}, on est à 8 343 euros avec une évolution de 3,4 %. Dans le III^e, c'est 6 744 euros avec une baisse de 3,3 % en cinq ans. Euroméditerranée est la première opération d'intérêt national en centre-ville. Avant, les OIN c'était dans la Pampa... Là, on fait ça en centre-ville pour impulser quelque chose.

Quelles nouveautés ? Cela a commencé à travers une OIN qui est un instrument d'Etat – l'Etat vient au secours de la ville pauvre, pouvait-on dire... – mais ce qui se crée là, et cela se crée aussi au niveau du GPV, c'est un endroit où l'on fabrique de la gouvernance, une gouvernance collective sur des matières qui sont, compte tenu de l'obstacle et de la taille de la ville, extrêmement complexes. Nous avons besoin de tout le monde pour traiter les sujets et nous arrivons à traiter ensemble un sujet extraordinairement difficile. Je ne sais pas si c'est quelque chose d'extrêmement innovant mais la nouveauté, en tout cas à Marseille, c'est ça. Il y a quand même de l'innovation : c'est d'abord une première OIN en centre-ville mais c'est aussi la première fois que l'on consacre une zone urbaine sensible, la ZUS Centre-Nord, et des modalités d'opérations de renouvellement qui étaient destinées aux grands ensembles à des opérations de centre-ville. En gros, on anticipe le PNRQAD (programme national de requalification des quartiers anciens dégradés).

Nous avons une gouvernance collective. Moi je me sens propriétaire d'Euroméditerranée comme du GPV. C'est une copropriété et elle n'est pas en difficulté... Elle produit quelque chose qui, concrètement, avance.

Philippe Méjean

Nous nous sommes interrogés tout à l'heure sur Marseille et Lyon mais il ne me semble pas que l'on ait relevé le fait qu'il y a trente années qui séparent les deux communautés d'agglomération en termes d'ancienneté. Ce n'est pas rien ! Par rapport au sujet qui nous occupe, il est fort probable que cela joue quelque peu.

Rémy Nouveau, directeur de l'habitat et du développement solidaire urbain, Grand Lyon

La situation de l'agglomération lyonnaise n'est pas celle de Marseille. Sur la problématique sociale, nous sommes une agglomération riche avec des quartiers très pauvres. Cela me paraît être une vraie différence. Le consensus du Grand Lyon a existé très fortement sur le renouvellement urbain, nous faisons la même chose au centre-ville et en périphérie. C'est une culture qui date de plus de vingt ans, les projets de renouvellement urbain, que ce soit la Confluence, la Duchère, les Minguettes, Vaise ou Gerland, c'est la même problématique, ce sont les mêmes acteurs et il y a un consensus pour intervenir sur l'ensemble de ces sites dans le même temps. Quand je fais visiter l'agglomération lyonnaise à des collègues européens, ce qui les impressionne toujours c'est le fait que nous faisons des projets de renouvellement urbain de sites industriels ou de sites en politique de la ville dans le même temps et avec la même ambition. C'est peut-être ça qui fait la différence avec l'opération Euroméditerranée.

Qu'est-ce qui nous différencie et sur quoi butte-t-on ? Il y a la capacité financière d'investissement parce que ces opérations menées conjointement nécessitent de mobiliser des crédits considérables. Au-delà de l'aspect financier, il y a la question de la durée. Ces projets ont commencé il y a vingt ans et nous avons encore vingt ans devant nous, voire plus. Comment alors tenir dans la durée des consensus et des consensus qui ne sont pas faciles ? Nous avons une banlieue pauvre, une agglomération à l'ouest plutôt riche et un centre qui s'est enrichi. Le pari important de la mixité tenu depuis quinze ans, c'est-à-dire construire des logements sociaux là où il n'y en a pas et en démolir là où il y en a beaucoup est quelque chose qui ne peut se jouer que dans la durée. Ce consensus existe aujourd'hui mais la question est de savoir comment continuer à le maintenir en vie pendant dix, quinze ou vingt ans.

Le programme de rénovation urbaine de l'agglomération lyonnaise est considérable, nous avons démoli plus de 5 000 logements sociaux sur une période de cinq, six ans, ce qui est très important mais cela reste proportionnellement marginal. Il faudra quinze ou vingt ans pour analyser ce que l'on fait. La question de la mixité est la même sur le centre-ville. A Confluence, on impose 25 % de logements sociaux, bientôt 30 %, mais comment garantir cette mixité dans la durée ?

Par ailleurs, les éléments financiers amènent à des choix. Nous sommes en train de travailler sur un projet sur lequel une question se pose : si nous faisons une charge foncière interne pour faire des logements sociaux, cela alourdit le bilan de l'aménagement de 15 millions d'euros. Si l'on se dit que ce qui est important c'est de permettre que le soleil éclaire chacun des logements même en plein mois de décembre, cela coûte environ 15 millions d'euros de plus. Est-ce que l'on peut se payer le coût du développement durable ? C'est un choix que nous avons à faire.

C'est à partir de l'espace public que nous avons construit nos projets urbains, et ceci depuis vingt ans. Cela nous a conduits à faire ce que j'appelle de l'urbanisme classique avec des formes certes contemporaines mais qui ne cherchent pas trop à innover. La question que nous nous posons actuellement est de savoir comment nous pouvons intervenir à La Part-Dieu, dans une intervention de renouvellement urbain sur un site qui est plutôt un centre d'affaires. Au départ, il s'agissait d'en faire le deuxième centre d'affaires français à l'échelle de La Défense puis nos élus ont finalement souhaité que La Part-Dieu retrouve une mixité de l'habitat, une mixité de population. Il s'agit donc maintenant pour nous de savoir comment remettre de la mixité dans un centre d'affaires.

Philippe Méjean

On vient de dire que le Grand Lyon traite le tout, de la même manière partout. Nous sommes là sur des moyens, des façons de faire mais, finalement, qu'est-ce que cela donne à l'arrivée ? Quelle est la valeur ajoutée s'agissant de la production de la ville et comment en êtes-vous arrivés là ?

Rémy Nouveau

Nous sommes dans un système inversé par rapport à Marseille car même si le Grand Lyon existe depuis quarante ans, la ville de Lyon pèse 450 000 habitants sur les 1,2 million, nous avons une vraie banlieue. L'enjeu, et ce qui est en train de se gagner avec ces projets de faire partout en même temps c'est que tout le monde appartient au Grand Lyon. Chez vous, je pense que tout le monde se sent habiter à Marseille alors que chez nous quand on habitait Vaulx-en-Velin, on n'habitait pas à Lyon. Cela passe par des éléments simples, et ce sont les habitants qui le disent, qui font que l'on retrouve par exemple au centre-ville de Vaulx-en-Velin ou aux Minguettes les mêmes éléments d'éclairage qu'au centre-ville de Lyon. C'est un élément d'appartenance. C'est quelque chose qui se construit et qui est important dans le positionnement social de l'agglomération, y compris au niveau de la mixité.

Comment cela se construit ? Cela se construit effectivement par quarante ans d'existence du Grand Lyon. Le consensus politique et technique au niveau du Grand Lyon s'est construit avec le temps et permet d'avancer. Le contrat de cohésion sociale de la politique d'agglomération lyonnaise couvre l'ensemble du territoire de l'agglomération, y compris les communes en dehors de la politique de la ville. Nous accompagnons ces communes en leur disant qu'il faut construire plus de logement social mais nous leur disons aussi que

nous sommes capables de les accompagner dans cette démarche. Le consensus s'appuie sur le fait que nous ne faisons pas que de la précarité ou de l'aide sur quelques grands projets mais que nous intervenons partout et que tout le monde pour être solidaire en ayant conscience que la précarité et la pauvreté se joue dans les banlieues pauvres mais aussi ailleurs.

Anne Cecconello, *urbanisme et habitat, Ville de Marseille*

Je vais essentiellement vous parler d'une différence entre Lyon et Marseille qui est la géographie. Je pense notamment aux derniers événements, les inondations, qui pourraient faire penser que la nature nous veut du mal, à nous humains... Il ne s'agit en réalité pas de cela. Elle ne nous veut pas de mal du tout mais peut-être que nous avons eu tendance à oublier qu'elle existe. En vis-à-vis des questions de pauvreté, nous avons à Marseille à faire un rattrapage sur la renaissance du socle géographique. Cela passe par un travail que nous avons tous à faire sur le sous-sol qui a complètement été modifié par les siècles d'histoire de cette ville et que nous devons complètement repenser aujourd'hui, sans même parler d'intégration de la modernité avec les réseaux pour les communications ou autres.

Par rapport à ça, nous avons besoin d'être réparateurs, ce qui passe par une modification complète y compris de nos modes de fonctionnement inter-collectivités et inter-maîtrise d'ouvrage. C'est probablement par le sous-sol que l'on arrivera à recréer du lien dans l'espace public, dans les transports. Pour des tas de raisons, nous avons nié, contrairement à Lyon, le réseau fluvial et ce qu'il peut supporter en termes d'aménités. Nous avons une particularité qui est qu'Euroméditerranée est sur un site qui a été gagné sur la mer avec des terres qui ne sont pas toutes non polluées. Ce socle sur lequel on veut continuer ce développement, c'est probablement à partir de lui qu'émergeront, dans une espèce de continuité, les projets. Il faut que l'on fonde nos projets, et ceci dans tous les sens du terme.

Philippe Méjean

Nous partons à Lille, ancienne communauté urbaine qui a eu une longue réflexion sur cette question du renouvellement de la ville. Jean Badaroux, en tant qu'opérateur, où gisent de votre point de vue les principaux foyers d'innovation ? En quoi avez-vous le sentiment d'avoir avancé ? Est-ce que cela constitue le socle pour l'avenir ?

Jean Badaroux, *directeur de la SEM Ville Renouvelée – Lille*

La SEM Ville Renouvelée est une société génétiquement conçue sur cette logique de renouvellement urbain et vous avez l'amabilité de noter que, au moins au niveau du concept, cela s'était un peu fondé sur le territoire lillois. Je vais essayer d'avoir un peu de recul par rapport à ce qui a été dit par les collègues marseillais et lyonnais.

Première comparaison par rapport à Lyon. Tout à l'heure on a dit que l'agglomération lyonnaise est un territoire riche dans lequel il y a des quartiers très pauvres. La métropole lilloise est une agglomération qui n'est pas très riche et dans laquelle il y a des quartiers très pauvres. Par rapport à des phénomènes de crise, cela a son poids. Il paraît que quand les gros maigrissent, les maigres meurent, effectivement quand on est sur des territoires en situation fragile, cette question de l'économie générale a un poids particulier.

Sur quoi buttons-nous ? Comme à Marseille, sur la pauvreté. Sur ces politiques du renouvellement social et urbain, qui sont inscrites dans le temps, nous buttons toujours sur

ce sentiment de vider la mer avec une passoire et d'être sur une problématique constamment fragile où il faut constamment remettre le travail sur le métier.

Sur quoi progressons-nous et qu'avons-nous pu éventuellement réussir ? Il y a un sujet sur lequel nous avons réussi, c'est la prise en compte de cette pauvreté. Je crois que Lille a su développer un certain nombre de méthodes d'action acceptant ce contexte économiquement extrêmement difficile, voire très précaire. Avec une conséquence quand même, quand on s'inscrit dans la durée et qu'on regarde dans le rétroviseur, c'est que si l'on s'occupe bien de ces quartiers-là, c'est-à-dire des pauvres, cela se sait et ce sont les pauvres qui remplacent les pauvres. Le maire de Roubaix, qui parle en connaissance de cause car sa ville est la plus pauvre du département du Nord, qui n'est pas un des plus riches, dit : « *Chez nous, on s'occupe tellement bien des pauvres que quand ils ont un petit début de réussite, ils quittent Roubaix et sont remplacés par plus pauvres qu'eux.* » On retombe toujours sur ce phénomène et quand j'entends dire qu'avec les opérations de renouvellement urbain, de requalification des quartiers dégradés, de travail sur le renouvellement de l'habitat, il y a un risque de gentrification, je peux vous dire qu'il y a sincèrement de la marge... Au passage, une remarque sur l'organisation des villes de la métropole lilloise. Il n'y a pas plus mixte que Roubaix ! Roubaix c'est, à une rue d'écart, une situation extrêmement critique et une situation où l'on a des gens qui, au-delà de la moyenne nationale, payent l'impôt sur la fortune.

Qu'avons-nous gagné ? Je pense que nous avons gagné la réparation urbaine et qu'il ne faut pas négliger cet aspect de travail sur le cadre, sur l'ambiance, sur la fierté territoriale. Roubaix, un territoire qui avait perdu 30 000 m² de commerces au centre-ville en a regagné 50 000, certes c'est de la réparation urbaine, on n'a jamais fait que revenir à une situation à peine normale, mais on a en même temps quelque chose qui donne une certaine fierté. Quand on travaille sur l'espace public c'est la même chose, on utilise la solidarité, on utilise le robinet des fonds européens. Quand on fait revenir un musée, par exemple, on a quand même le sentiment que même si l'on ne corrige pas les fondamentaux, on a néanmoins recréé un cadre, un contexte, un écrin dans lequel il est possible d'envisager l'avenir. Après, c'est la question de l'avenir qui est posée.

Philippe Méjean

Comment est-ce que ces opérations renouvellent nos regards de professionnels et nos façons de procéder ?

Nicolas Binet, directeur du GPV de Marseille

La question de l'innovation est la question qui tétanise. Est-ce que l'on innove ? Ce n'est certainement pas moi qui vais le dire. Tout ce que je peux essayer de faire c'est de montrer quelques points, j'en ai identifié trois, qui sont les lignes directrices de l'action.

D'abord en se concentrant sur le sujet d'aujourd'hui, c'est-à-dire Euroméditerranée et ce qu'il y a autour. Le GIP du GPV intervient sur quatorze sites qui vont des limites nord de la ville de Marseille à ses limites sud. La singularité est qu'il y a dans ces sites deux sites qui concernent du centre-ville et qui pèsent quand même le cinquième des investissements. Cela représente 200 millions sur 1 milliard, ce qui est considérable.

On peut dire que Marseille est un curseur du PNRQAD. Le développement d'une réflexion d'action publique sur des centres-villes dégradés n'a pas commencé avant-hier à Marseille, cela fait quand même une trentaine d'années que se succèdent et s'articulent un certain nombre de politiques publiques visant à maîtriser la transformation urbaine et sociale du

centre-ville. C'est une singularité de Marseille et de quelques villes du sud de la France que d'avoir un très fort enjeu de remédiation de ces quartiers de centre-ville. Nous avons peut-être un côté précurseur, ce n'est pas de l'innovation. Nous sommes certainement amenés à déployer une politique publique qui maille des interventions lourdes sur de l'espace public, des interventions lourdes sur de l'habitat et sa diversification, sur le commerce, sur l'activité économique et sur les équipements publics. C'est en ce sens qu'il y a peut-être une certaine évolution des dispositifs. Ce n'est pas une invention brutale mais nous sortons évidemment des dispositifs strictement focalisés sur un type de levier et qui laissent les autres de côté.

Le deuxième point que je voudrais évoquer porte sur la construction du partenariat. Nous ne sommes plus à l'époque où l'on créait une maîtrise d'ouvrage unique censée avoir tous les leviers et tout faire. Nous sommes ici, avec le GIP du GPV, dans une position d'ensemblier, d'assembleur, qui réunit un ensemble d'acteurs, les coordonne, les impulse mais ne fait pas à la place de. En complémentarité forte avec l'établissement public Euromed, je crois qu'il y a vraiment deux modes d'intervention intéressants, singuliers, peut-être poussés à leur paroxysme. La convention que nous allons signer lundi prochain avec l'Anru pour le secteur centre-nord n'a pas moins de vingt-et-un signataires ! Du côté des grandes collectivités locales, il y a toutes les SA HLM, les offices publics, des sociétés d'aménagement, des SEM immobilières. J'insiste sur cette mobilisation de toute la panoplie des acteurs pour répondre à toute la diversité des enjeux et des actions.

Le troisième point c'est la diversité de la boîte à outils. Nous ne sommes évidemment plus dans des formules où l'on sortait une ZAC du cartable, une concession d'aménagement et basta ! La caractéristique des opérations que le GIP anime, aussi bien sur Saint-Moront que sur centre-nord, c'est de comprendre en leur sein, dans ce périmètre d'opération, tout autant des concessions d'aménagement pour de la RHI, des opérations que pilote la ville de Marseille de remédiation à l'habitat indigne, des opérations de « dents creuses », de maîtrise foncière avec l'établissement public foncier et PACA, des opérations de mobilisation de promoteurs privés... Bref, une complémentarité des dispositifs. Cela fait bien sûr un certain nombre d'années que ceci est identifié et développé. L'époque où l'on sortait de la boîte magique l'OPAH ou la défiscalisation comme étant la clé globale est notoirement révolu.

Nous essayons de progresser sur ces trois éléments dans une complémentarité des dispositifs et une collaboration que nous créons avec Euroméditerranée. Nous signons une convention avec Euromed sur la manière de piloter ce dispositif. C'est un des acteurs importants de traitement d'îlots dégradés dans l'opération centre-nord que pilote et coordonne le GIP. C'est bien la marque de cette nécessaire mobilisation et de diversité des outils.

Evoquons les points durs. La pauvreté a été évoquée, je n'y reviendrai pas sauf pour dire que l'enjeu est celui de la mixité. Nous vivons sur un capital intellectuel des villes européennes qui repose sur la notion de mixité sociale. Nous vivons aussi sur une culture des interventions des politiques publiques qui sont fondées sur la mixité. Evidemment, dans le contexte de cette agglomération de Marseille, la question revêt une complexité très grande et qui n'est pas résolue. Avec des quartiers très populaires et une pauvreté qui réside essentiellement dans le parc privé, nous avons une complexité particulière qui n'est pas par exemple celle de Nantes qui peut dire qu'elle va faire 20 ou 25 % de locatif social institutionnel avec un office public.

Un autre point dur est l'espace public. Nous ne sommes pas ici dans un usage d'intervention lourde, continue, et de valorisation de l'espace public comme on peut le connaître dans des villes plutôt au nord de la Loire et peut-être même à Lyon. C'est certainement un point majeur. Lié à ce point-là, il y a un autre point qu'il faudrait développer en y consacrant du temps, c'est celui de la gestion urbaine. Par ailleurs, s'il y avait une singularité en matière de points durs c'est celui des grands patrimoines privés de propriétaires ou de bailleurs sur lesquels l'acteur public ne peut pas ne pas intervenir. Reste à trouver la porte d'entrée et les moyens.

Franck Geiling, directeur de l'architecture et de l'urbanisme, EPAEM, directeur de l'architecture et de l'urbanisme

La question de l'innovation potentielle d'Euroméditerranée peut je crois se poser par rapport à son contexte. Le contexte de la création d'Euroméditerranée c'est l'idée que, à un moment donné, en pleine décentralisation une OIN se fait en région. Par regard de transition lui succédait un ministre de l'Aménagement et du Territoire qui était porteur de la décentralisation. La maîtrise d'ouvrage de projets complexes pourrait qualifier notre gouvernance. C'est une maîtrise d'ouvrage à part entière, ce n'est pas une succession de maîtres d'ouvrage coordonnés. Elle s'adresse à un territoire, un territoire particulier qui a renouvelé la question de la dialectique, me semble-t-il, entre pôles de projets et planification territoriale. La planification territoriale existait à l'époque sur Marseille mais avait oublié ses limites. L'idée de réinterpeler la question de pôles de projets, c'est-à-dire de concentrer l'action publique sur un territoire restreint par des acteurs qui avaient des logiques sectorielles pour l'essentiel mais pas de responsabilités territoriales en tant que telles, je pense notamment au Conseil général, à la Région, me semble un point d'innovation certain pour l'époque mais qui continue à fonctionner et à rester mouvant dans la dynamique.

La question de la diversité programmatique. C'est à ma connaissance la première fois que culture et développement économique sont croisés dans une seule et même opération, a fortiori dans une opération de centre-ville. De façon plus concrète, plus immédiate, on peut passer à l'échelle de l'îlot avec une vraie réflexion sur le voisinage qui a à la fois du sens dans la construction de la ville et en matière opérationnelle. C'est un sujet qui me semble toujours d'actualité et porteur d'avenir mais peut-être insuffisamment développé aujourd'hui.

Je finirai sur deux aspects. D'abord le label EcoCité car nous faisons partie des treize cités labellisées. Ce qui me paraît innovant dans notre approche d'EcoCité c'est de revendiquer bien sûr la dimension sociale, bien sûr la dimension économique, mais il est évident que ce qui a été dit tout à l'heure sur l'arbitrage nécessaire entre faire entrer la lumière et créer du social est d'autant plus important dans une ville comme Marseille. Mais on ne veut pas le faire car le principe que nous défendons ici n'est pas de faire de la haute technologie avec quatorze sites poussés dans le rouge pour être vertueux mais bien d'articuler les capacités sociales et économiques d'une population, d'un marché d'habitat, pour accueillir la notion de durabilité autour de l'environnement. Cela interpelle directement les concepteurs urbains et architecturaux dans ce qui pourrait être de l'architecture passive plus que dans la simple adjonction de dispositifs techniques pour atteindre les objectifs performantiels ainsi que les aménageurs pour trouver des mesures d'équilibre, de péréquation, à des échelles intermédiaires.

Sur ce sujet-là, nous abordons particulièrement la question de la Méditerranée. C'est une question qui nous paraît significative dès lors que les grands référentiels en matière de

développement durable aujourd'hui sont ceux d'Europe du Nord qui renvoient à des usages, des cultures, y compris urbaines, qui sont tout à fait différenciées par rapport à ce que nous vivons ici et maintenant et ce que vivent nos partenaires, de façon d'ailleurs tout aussi différenciée, du Sud-Méditerranée. Le parti-pris d'Euroméditerranée et de ses partenaires – car EcoCité ce n'est pas qu'Euroméditerranée, c'est aussi la ville et la Communauté urbaine avec l'ensemble des partenaires déjà intégrés dans le conseil d'administration – et peut-être l'innovation dans un rapport dialectique pôles de projets et effet levier et entraînement sur appels à projets vont aussi jouer pleinement leur rôle dans le cadre d'EcoCité pour assurer une percolation, une redistribution à une échelle tout autre, sachant que le paysage est un des éléments fédérateurs qui fait consensus.

Philippe Méjean

J'ai le sentiment que ces gisements d'innovation sont plutôt du côté de la technologie de l'action publique, à la fois de sa conception et de sa technique de mise en œuvre, que du côté de ce que l'on arrive à produire effectivement. Soit que les résultats ne sont pas complètement au rendez-vous, ou en tout cas conformes à ce que vous souhaitez, soit qu'ils restent à venir à des échéances de temps assez longues.

Vous buttez de manière préoccupante et récurrente sur la question de la pauvreté. Vous buttez sur la question de la production d'une nouvelle prospérité, puis vous buttez ou allez butter sur la question de la gestion urbaine de ces territoires, notamment des espaces publics. En étant un peu provocateur, j'ai envie de vous demander si ce sont des questions qui relèvent encore des professionnels de l'urbanisme et de l'aménagement ?

Jean Badaroux

Il est probable que nous soyons à la limite de nos compétences, en ce qui me concerne d'aménageur, avec cette espèce de cadre normatif, contractuel, qui définit le rôle d'aménageur mais la question nous est posée. Peut-être naïvement, peut-être improprement, mais quand on nous confie au niveau de la métropole lilloise l'aménagement d'un nouveau quartier qui s'appelle l'Union et que l'on nous dit que nous allons faire dans ce quartier un secteur dédié pour développer un pôle image, on voit bien que la question qui nous est posée de façon plus ou moins exprimée c'est : il y a un urbanisme adapté au développement d'une nouvelle filière, par ailleurs inexistante et à constituer, un aménagement adapté, un rôle de l'aménageur spécifique qui va susciter cet élément de prospérité.

Nous sommes probablement là dans une logique qui interpelle nos métiers, qui est sans doute pour moi un facteur d'innovation dans le processus peut-être plus que dans le résultat. Je pense que si l'on se démarque quelques minutes du résultat en essayant notamment de ne pas se focaliser sur les aspects architecturaux ou de forme urbaine, on est sans doute plus libres par rapport à cette question de l'innovation. Je pense aussi que cela nous renvoie à la tentation d'isolement de l'aménageur : « *Tu as franchi la limite de ma ZAC, dehors ! Tu es chez moi !* ». Il est difficile d'apporter une réponse définitive à cette question sauf à donner quelques éléments de conviction en se disant, peut-être naïvement, que la question nous est posée, qu'il faut bien que l'on essaie de la traiter, de s'y adapter. Mais on ne s'y adaptera pas dans un mode de production qui est celui d'hier et on ne s'y adaptera pas tout seuls.

Pascal Marchand

Il y a bien une obligation de prendre en compte ce phénomène dans nos opérations pour avoir quelque chose qui marche. Si l'on se borne à faire des choses territorialisées, c'est la catastrophe. Il va immédiatement se créer un outil du riche et un outil du pauvre avec des phénomènes de frontières où tout le monde perd : les pauvres n'aiment pas les pauvres et les riches n'aiment pas les pauvres... C'est une affaire à sens unique et c'est forcément négatif. Là, Euroméditerranée a fait du social à la fois dans des dispositifs sociaux très classiques, il l'a fait en faisant du logement social, mais la réalité c'est que c'est le premier qui a pris en compte la règle des 20 % sur le territoire marseillais. Il y a des communes qui ont 0 % de logement social à la limite de Marseille, il y a des secteurs municipaux qui sont à 6 % de logement social ! Euroméditerranée a démontré que l'on pouvait faire du logement social.

De l'autre côté, le GPV n'est pas sans ambition et c'est bien parce qu'il y a un traitement et une coordination des deux que nous arrivons à éviter le problème de frontières qui, inévitablement, se pose. C'est en cela que l'urbanisme et l'aménagement sont concernés par cet aspect-là. Sinon, cela ne fonctionne pas.

Rémy Nouveau

Nous avons un président au Grand Lyon qui quelque part nous dit assez clairement qu'une première priorité est l'économie, une deuxième est l'économie et une troisième est l'économie... Cela crée un peu de débats au Grand Lyon entre moi, en charge du développement urbain solidaire, et mes collègues de la délégation développement économique. Il y a de la friture dans l'air régulièrement mais quelque part cette priorité que donne le président a un impact sur la création de richesses au Grand Lyon. Cette clé de lecture, ce n'est pas la seule, est relativement importante.

Deuxième élément sur la pauvreté. Un des enjeux importants, c'est aussi le vivre-ensemble. Une partie de nos projets, notamment dans le renouvellement urbain, c'est des projets sociaux avec de l'accompagnement urbain car l'urbain peut être un moyen d'intervention sur du social.

Troisième élément, au niveau de l'agglomération lyonnaise, nous travaillons sur des échelles différentes et les questions d'écart de pauvreté et de richesse se posent forcément différemment et ne sont pas simples à traiter.

Dernier élément, et c'est plutôt un enjeu sur la mixité et sur qui habite où et comment, il faut que nous fassions attention à penser la ville comme un lieu de mouvement, il ne faut pas avoir une vision trop statique des choses, on est dans une ville mobile, même dans les quartiers pauvres.

Anne Cecconello

J'ai parlé tout à l'heure de l'importance de la géographie, n'oublions pas celle de l'histoire, du patrimoine et de la culture, nous le savons mais cela ne fait pas de mal de le rappeler. Ensuite, il faut savoir que demain les collectivités n'auront plus la possibilité d'être réactives par rapport aux questions d'aménagement, elles devront définir préalablement les zones sur lesquelles elles pourront intervenir, elles ne pourront plus le faire ponctuellement. Nous n'aurons plus la possibilité de réagir vite et bien et allons probablement nous retrouver dans des situations de frontières et de zones sur lesquelles on aura des actions d'aménagement et de zones où cela sera beaucoup plus compliqué. C'est

plutôt une tendance vers laquelle nous allons et qui va nous obliger de fait à mieux travailler sur nos documents de qualification.

Nicolas Binet

Sur cette question de projet social et de projet urbain, il y a une volonté très claire à Marseille qui se traduit notamment dans l'organisation des deux GIP, l'un politique de la ville, l'autre renouvellement urbain, qui sont dirigés par le même président. C'est une démarche qui a un sens certain. Le deuxième point sur la question de la pauvreté c'est évidemment la préoccupation de tous les jours sur le développement économique, les zones franches urbaines, la connexion emploi et quartiers d'habitat social. Mais, et ce sera mon troisième point, c'est aussi celle de la mobilité qu'évoquait Rémy Nouveau, à savoir comment à nos échelles et dans nos métiers nous prenons en compte cette question certes de la mobilité sociale mais aussi territoriale. C'est-à-dire comment fait-on, dans une configuration sociale d'agglomération, pour créer une certaine fluidité, pour créer des possibilités d'itinéraires résidentiels, pour créer des conditions de brassage et éviter ou freiner les mécanismes qui conduisent à l'entre-soi et au repli et qui sont forcément à l'œuvre dans les moments les plus difficiles et de repli économique.

Franck Geiling

Nous avons progressé sur la diversification de ces questions sociales et travaillons sur le logement social, notamment pour les étudiants, pour les plus anciens, et pas simplement le logement social classique. J'insiste sur la question de l'échelle de la prise en compte de cette dimension sociale qui ne devrait pas, en tout cas dans l'urbanisme, concourir à faire de la ségrégation spatiale au-delà de la ségrégation sociale qui me paraît être aussi une responsabilité que nous avons dans nos actions quotidiennes.

Sur les nouveaux métiers, la complexité est de mise parce que les choses sont en mouvement et que cette complexité-là est encore moins appréhendable aujourd'hui par une seule personne, une seule institution. Quand on parle d'urbanisme, on ne parle pas d'urbanistes mais bien d'équipes de projet pluridisciplinaires. Je pense enfin que l'on ne parle pas assez de la question de la temporalité, de la concordance des temps, qui est au cœur de notre métier.

COLLOQUE DU 18 JUI 2010

MARSEILLE EUROMEDITERRANEE

RETRANSCRIPTION DES DEBATS

14h00 – 16h00 : La culture dans le projet urbain



Avec le soutien de :



La culture dans le projet urbain

Bertrand Collette, chargé de mission à Marseille-Provence 2013

Le succès de la candidature de Marseille à laquelle nous travaillons depuis longtemps a surpris, on n'attendait pas Marseille dans le domaine de la culture. Nous avons pris le contre-pied de cette image négative pour dire que c'était sans doute la ville qui en avait le plus besoin et que c'était elle qui apporterait le plus à l'Europe dans sa capacité à affronter le mélange des cultures, ce savoir-vivre ensemble, et qu'aujourd'hui les enjeux du dialogue euroméditerranéen étaient forcément au cœur des enjeux de l'Europe pour les années à venir. Nous avons bâti tout notre projet et notre argumentaire là-dessus avec un double axe : l'axe dialogue euroméditerranéen mais aussi un axe sur la question de l'art dans l'espace public pour sortir la culture de ses institutions et aller au-devant des publics et toucher un peu plus de monde que n'en touche habituellement la culture dite officielle. C'est un axe fort que nous avons mis en avant dans ce projet.

Je pense qu'un projet culturel doit être fort et ambitieux pour avoir un impact sur le projet urbain. J'ai travaillé dix ans à La Villette et l'on se référait en permanence au texte fondateur de François Barré sur cet espace culturel urbain ouvert sur la ville qui a été un champ d'expérimentation tout à fait important. On voit chaque fois que la culture peut avoir un rôle très fort dans cette notion d'expérimentation de projets urbains. On le voit de façon très pointue sur certains projets d'Euromed 2 qui vont s'ouvrir sur les quartiers nord, comme cette coulée des Aygalades qui est un projet autour du ruisseau des Aygalades qui coule tout au long de Marseille, un tout petit ruisseau de rien du tout mais qui, l'air de rien, renvoie à des questions d'aménagement urbain et de mémoire qui sont essentielles.

Nous défendons l'idée que l'aménagement urbain doit prendre en compte la question de l'art dans l'espace public. Il faut que tous les aménagements qui sont prévus prennent en compte le fait que les artistes investissent les lieux de façon forte et décalée, ce qui suppose qu'il n'y ait pas de mobilier urbain définitif, c'est-à-dire impossible à démonter, que l'on puisse faire circuler des objets de grande hauteur comme les éléphants de Nantes et que l'on ait défini un cahier des charges pour que les choses restent possibles.

2013 est pour tout le monde un objectif très important et c'est aussi l'occasion de faire que la culture travaille avec toutes les instances pour que tous les services qui travaillaient jusqu'à présent chacun de leur côté aient un objectif commun.

Richard Coconnier, chargé de mission urbanité-culture(s), Communauté urbaine de Bordeaux

A Bordeaux, cette candidature s'est jouée sur beaucoup de malentendus. Nous avons pensé que si nous étions inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco, finalement cela ne devait pas être un gros problème d'être capitale européenne de la culture... J'ai eu un peu de mal à faire comprendre aux gens qu'il ne s'agissait pas du tout de la même chose, que ce n'était pas un label mais un projet à faire naître. Un mois après avoir accepté de porter cette candidature, j'ai rencontré le maire, lui ai dit qu'il fallait articuler le projet bordelais avec les autres collectivités et lui ai demandé quels étaient ses grands projets à l'horizon 2013. Il m'a dit qu'il n'en avait pas, sauf la construction d'un auditorium, la réfection du musée d'histoire naturelle et les archives. Je me suis alors rendu compte que c'était quelque chose

à quoi finalement personne n'avait vraiment réfléchi à Bordeaux parce que la place de la culture n'existait pas dans le projet urbain.

Ce que j'ai compris en menant la candidature c'est que le projet urbain n'existait pas. C'est ce qui m'a probablement intéressé et qui a fait que, une fois la candidature terminée, j'ai décidé de quitter le Théâtre national de Bordeaux dont je partageais la direction pour aller travailler dans une collectivité parce que je me suis rendu compte que c'est cette question qui m'intéressait. Je n'avais plus envie de me poser la question culturelle depuis les institutions mais depuis le territoire.

Nous avons mis en place des choses fortes, nous avons agité beaucoup d'idées, notre programme était je crois séduisant. Souvent, on entend dire que la candidature n'a pas été inutile parce que des projets se sont réalisés. Moi je crois que ce n'est pas pour ça que cela n'a pas été inutile. Quelques mois après notre échec, Alain Juppé s'est mis à rédiger ce qu'il a appelé le projet urbain de Bordeaux dans lequel il a dessiné l'arc de Garonne qui va de Lac à l'opération Euratlantique en passant par les quartiers de la rive droite. C'est à ce moment-là que je me suis rendu compte que sa réflexion était nourrie d'équipements culturels et que tout ce qu'il imaginait comme arc de Garonne était aussi un projet culturel. La Communauté urbaine vient de lancer le projet métropolitain, qui est un vaste champ de réflexion.

Mais aujourd'hui je me dis que nous n'étions pas prêts car on ne peut pas bâtir un projet culturel si le projet urbain global de la ville n'existe pas. Notre projet était très séduisant, avait beaucoup d'attraits, mais pour bâtir un projet fort – c'est la leçon des autres villes, à Lille ils ont eu plusieurs échecs et ont eu le temps de rebâtir un projet collectif global –, il faut un long travail de maturation où l'on se prépare à une échéance tous ensemble, les gens de l'économie, les gens du social, les gens de l'éducation, les gens de la culture, et après on peut bâtir le projet culturel. On ne peut pas inverser les choses, ce que nous avons un petit peu fait à Bordeaux.

J'ai fait le choix d'aller travailler à la Communauté urbaine parce que la situation est paradoxale et que ça m'intéresse. La Communauté urbaine n'a pas de compétence culturelle, c'est un établissement public intercommunal qui est une machine technique remarquable, extrêmement performante pour aménager la ville, pour ramasser les ordures, etc. On ne peut pas ajouter une compétence culturelle parce qu'il n'y a pas de consensus politique. La question que nous allons maintenant nous poser c'est de voir comment on peut faire de la culture sans en avoir le droit, en faisant en sorte que la culture irrigue tous nos projets d'aménagement, irrigue notre pensée et en se posant constamment la question des modes de vie, des nouvelles formes d'urbanité quand on pense aménagement du territoire, quand on pense nouveaux projets urbains, quand on pense transports, quand on pense tout ce qui est compétences régaliennes de la Communauté urbaine. Cela m'intéressait de remettre la culture là où elle doit être, c'est-à-dire partout et de manière diffuse.

Une fois que l'on a fait ce travail, se pose alors à nous la question des économies créatives, des friches, des clusters culturels, des choses comme ça. On dit souvent que cette ville n'a pas de politique culturelle, mais je crois que le vrai problème c'est que parfois les villes n'ont pas de projet. Il faut d'abord définir son projet global et à partir de là découle un projet social, un projet sportif, un projet culturel. Après, l'interaction est forte et si le projet culturel est bien porté c'est un motif qui peut venir titiller le projet urbain et relancer le projet global. Mais il faut que les deux démarches fonctionnent ensemble.

André Donzel, chargé de recherche au CNRS, LAMES, MMS (modérateur de la table ronde)

On a souvent tendance à faire porter aux gens de la culture des charges qu'ils ne peuvent pas remplir, le culturel et l'urbain. Il faut une interaction entre les deux, des liens qui se tissent peu à peu. L'expérience de Jean Blaise est à cet égard intéressante.

Jean Blaise, directeur du Lieu Unique, Nantes

Je crois que les témoignages des différentes villes pourront éclairer le débat d'une façon très intéressante. Ce que dit Richard Coconnier est vrai mais, à Nantes, nous avons fait l'inverse... Mais nous revenons aujourd'hui à ce qu'il a dit. Quand nous avons décidé de démarrer une politique culturelle forte, c'était pour des raisons politiques. En 1989, Jean-Marc Ayrault venait d'être élu, il était précédemment maire d'une ville moyenne, Saint-Herblain. Nantes, comme toutes les villes portuaires, venait de perdre son industrie, perdait ses chantiers navals, voyait son économie décliner, était considérée comme une ville de province endormie. A cette époque, Jean-Marc Ayrault est jeune, il arrive à Nantes et veut montrer tout de suite qu'avec lui tout va changer, que la ville va s'ouvrir, qu'elle va être internationale, qu'elle va bouger.

La question de l'urbanisme c'est beaucoup d'années – créer une ligne de tramway c'est dix ans –, donc faire changer la ville vite cela passe par le spectacle, l'événement, donc le culturel. Nous créons en 1990 un événement qui s'appelle « Les Allumées », qui est un festival pluridisciplinaire où la question de l'urbanisme est au centre puisqu'il n'a pas lieu dans des sites réservés habituellement à la culture ou à l'art mais dans toute la ville. Il a lieu dans les théâtres, dans les centres d'art mais aussi dans la ville : on va sur le tablier d'un pont, on va dans un réservoir d'eau vidé, on va dans des appartements privés, dans des friches industrielles... On redonne leur ville aux Nantais en leur montrant que tout ce qui est ruines, déclin, désastre peut devenir « branché ». C'est l'époque de la Movida en Espagne, ça bouge... Donc ces lieux deviennent tendance.

D'une certaine façon, on redonne par le mouvement un peu de confiance aux habitants de la ville. Le festival dure de 6 heures du soir à 6 heures du matin, c'est une formule très communicante qui entraîne. Et cela dure six ans, pas plus. Le festival marche de mieux en mieux et ne rassemble pas que les Nantais. Nous avons une communication nationale, des articles de presse en parlent. Nous invitons des artistes internationaux, pas seulement des artistes de notre région, et choisissons chaque année une ville différente : Barcelone, Buenos Aires, Saint-Petersbourg, Naples, Le Caire, etc.

Tout d'un coup, notre ville est envahie par l'international, elle devient cosmopolite et a une place dans le monde. Ce qui n'est pas vrai, c'est seulement à ce moment que l'on entend parler un peu d'autres langues que le français, mais c'est cette illusion qui fait que nous avons envie que notre ville devienne européenne. On s'aperçoit que, finalement, la culture peut être extrêmement efficace pour l'inconscient collectif, psychologiquement.

Ce qui nous a intéressés, moi je venais d'une maison de la culture avec une tradition traditionnelle de la culture, c'était comment sortir de la maison de la culture, comment faire pour que la culture ne soit pas réservée à l'élite habituelle, 5 ou 10 % de la population. La culture c'est toujours ce qu'il y a en plus, à côté, à part, ce n'est jamais dans la ville. On se rend dans les lieux de culture, on assiste à des propositions artistiques ou culturelles et puis on en ressort.

Après cette expérience de l'intrusion de la culture dans la ville, nous nous sommes demandé comment la culture pouvait être présente tout le temps dans la ville et pas seulement à l'occasion d'événements et s'il n'était pas possible d'envisager une maison de la culture qui soit totalement ouverte sur la ville. Nous découvrons une friche industrielle – il y avait encore à cette époque des friches industrielles – que nous décidons d'investir pour en faire un lieu de vie et pas seulement un lieu de culture. Nous nous installons dans l'ancienne usine LU et demandons à Patrick Bouchain, l'architecte qui est également intervenu sur la Belle de Mai, de construire un outil pour notre projet.

Notre projet, c'est d'avoir une pluridisciplinarité totale (spectacles, arts plastiques, danse, musique, littérature, architecture) mais aussi un lieu totalement ouvert sur la ville. Ce n'est plus la boîte noire, même si l'on en a aussi besoin pour produire des spectacles, c'est un lieu ouvert sur la ville et, surtout, qui fonctionne tous les jours de la semaine, qui ouvre le matin à 11 heures et ferme le soir à minuit en semaine. Donc un lieu qui va fonctionner dans la ville tous les jours – et plus seulement la salle de spectacle que l'on ferme à 23 heures une fois le spectacle terminé – avec un grand bar, un grand restaurant, une crèche, un hammam, une boutique, une grande salle d'expositions à entrée libre. C'est finalement ce que Malraux avait pensé au tout début des maisons de la culture et que l'on a oublié parce que les maisons de la culture ont été prises par des hommes de théâtre qui les ont gardées et fermées, en tout cas jusqu'à aujourd'hui.

Après six ans, nous nous reposerons la question. Evidemment, beaucoup de gens passent au Lieu Unique, mais sur les propositions culturelles et artistiques la proportion reste la même : 10 %... Soit 50 000 personnes sur une population qui compte 500 000 habitants au niveau de l'agglomération. Qui fréquente les activités culturelles du Lieu Unique ? Nantes. Que fait-on des autres ? Donc oui, nous continuons à penser à la ville et à l'intrusion de la culture et de l'art dans la ville.

Nous avons décidé de sortir, à partir du Lieu Unique qui est notre base arrière, pour aller sur l'estuaire. Nous investissons un territoire qui est d'abord investi par les politiques qui ont décidé que l'estuaire de la Loire sera le symbole de la métropole Nantes-Saint-Nazaire qu'ils veulent construire, les deux maires portent ce projet ensemble. Nous nous sommes dit que ce terrain pouvait être porteur car il va y avoir des dynamiques, il va y avoir des envies, il va y avoir de l'argent, il va y avoir un mouvement. Nous décidons alors de repérer ce territoire, qui est très beau, très étrange, très singulier mais abandonné par le public qui va de Nantes à la Baule ou à Pornic sans passer par l'estuaire.

Nous avons décidé de créer sur les rives de cet estuaire des œuvres d'art in situ avec un événement biennal qui commence en 2007, se poursuit en 2009 et qui doit se terminer en 2011. Là encore, nous annonçons la fin d'un événement pour donner de l'excitation, pour en faire quelque chose de précieux. Mais à la différence des expériences passées, nous laissons des œuvres pérennes sur le territoire, au moins sept, pour que, à la fin de ce cycle on ait des balises sur les deux rives de l'estuaire qui fassent un parcours, qui révèlent ce territoire, qui le réidentifient. Nous faisons appel à des artistes internationaux sans nous poser la question des artistes locaux. Nous travaillons seulement avec les artistes locaux quand nous pensons qu'ils peuvent répondre aux questions de l'espace que l'on va traiter. Nous faisons appel à des artistes internationaux mais on leur demande de travailler in situ, on leur demande de traiter notre territoire, notre espace, et pas de venir poser leur œuvre comme ils auraient pu le faire à Venise. On leur demande de concevoir une œuvre qui parle du territoire, de son histoire, de sa géographie ou de son économie. De ce fait, l'art vient s'immiscer sur ce territoire et la population s'approprie peu à peu ces œuvres parce

qu'elles parlent véritablement de leur espace. Cette opération coûte 7,5 millions par édition et toutes les collectivités territoriales participent, donc il faut sans cesse jouer sur l'équilibre et sans cesse discuter avec elles et négocier. On ne peut pas envisager ce territoire uniquement d'un point de vue d'esthète, mais ce sont peut-être là les limites de ce type d'opérations.

André Donzel

Je trouve que les différentes interventions s'enchaînent très bien. Nous avons commencé par dire qu'à Marseille il y a un grand projet culturel qui a un impact sur le projet urbain. Dans le cas de Bordeaux, on a dit qu'il fallait d'abord un projet urbain avant un projet culturel. Nantes est une illustration de la synthèse possible du projet urbain et du projet culturel pour réenchanter la ville.

Nous allons maintenant demander à Elsa Vivant d'avoir un regard peut-être un peu plus critique sur cet agencement des projets urbains et des projets culturels parce que c'est souvent compliqué dans la pratique, on ne fait pas de la culture par décret, il y a des rapports de force, des conflits qu'il faut prendre en compte. Cela ne réussit pas toujours et il faut aussi penser les échecs pour pouvoir éventuellement les éviter.

Elsa Vivant, *maître de conférences, Institut français d'urbanisme*

J'ai une position qui est un peu délicate, je ne suis pas actrice du territoire mais chercheuse avec un regard en général plus critique. J'aurais pu développer tout un propos sur comment instrumentaliser la culture dans des projets urbains en parlant de villes qui ont bien réussi, mais je crois que c'était plutôt le rôle de mes camarades de tribune.

Je vais démarrer mon propos en vous invitant, plutôt que regarder les succès et les modèles, à repérer et essayer de comprendre les projets culturels porteurs d'un projet de développement de territoire et qui rencontrent des difficultés. Cela ne veut pas dire que l'on n'y arrive pas, que ce ne sont pas de beaux projets, mais ils rencontrent des difficultés. Je pense par exemple au Musée des Confluences à Lyon où le choix d'une architecture iconique pose des difficultés de mise en œuvre. Je pense au Centquatre, à Paris, qui est un grand projet culturel d'équipements qui a pour objectif de soutenir la création contemporaine et qui est en train de traverser une grosse crise après seulement une année d'ouverture parce que, finalement, créer un établissement culturel public soutenant la création avec comme objectif un fort financement sur fonds propres, c'est difficile. Je pense également au Musée du Louvre, à Lens, qui est censé être porteur d'un projet de redéveloppement économique du territoire. Pour l'instant, on a un beau projet mais pas de projet de territoire. Pourquoi ? Il faut s'interroger sur les enjeux locaux, les discordances locales qui font qu'il est difficile de concevoir un projet commun entre différentes communes au sein d'une Communauté d'agglomération et dans une aire métropolitaine qui est celle de Lille qui sont toutes porteuses d'enjeux et d'ambitions différents.

Je pense encore au Millenium Dome de Londres, un immense centre d'expositions que l'on a créé pour l'année 2000 mais en oubliant de réfléchir en amont au futur de cet équipement, à sa programmation et ses usages après coup. Je pense enfin à l'échec de la Fondation Pinault à Boulogne-Billancourt qui était avant tout le projet d'un entrepreneur qui est collectionneur et dont le principal objectif est de valoriser sa collection et de construire sa réputation de collectionneur, mais l'impact sur le territoire et sur la ville ce n'est pas son problème. On avait un maître d'ouvrage, une ville, et un aménageur, la

SAEM Val-de-Seine avec Jean-Louis Subileau, grand prix d'urbanisme, qui se sont retrouvés en face d'un acteur dont ils n'ont pas l'habitude, à savoir un individu.

Je pense également aux types de rapports entre la culture et le territoire, entre la culture et la ville, c'est-à-dire aux phénomènes de valorisation urbaine, de valorisation immobilière dans les quartiers où s'installent des artistes, comme par exemple Soho à New York qui est aujourd'hui le quartier des boutiques de luxe, et qui est devenu quasiment un modèle pour les promoteurs immobiliers de la ville. Toutes les grosses opérations développées aujourd'hui à New York mettent une petite dose d'artistes et de galeries d'art contemporain dans un projet urbain global afin d'accélérer les processus de valorisation. Et il faut bien dire que c'est assez efficace, mais presque trop...

Deux ouvrages viennent de sortir, appuyés par les universitaires newyorkais. Le premier relate comment la ville est en train de perdre son authenticité et d'en reproduire une nouvelle beaucoup plus compatible avec les goûts et les normes de consommation des classes moyennes supérieures. En attestent par exemple les marchés fermiers et les supermarchés biologiques Whole Foods Market qui sont des espaces de consommation alimentaire authentiques mais qui ne correspondent qu'aux normes de l'authenticité des classes moyennes supérieures. L'autre ouvrage se demande si la plus grande ville du monde n'est pas en train de devenir une ville comme les autres. Ils pointent que ces vingt-cinq dernières années, New York a connu une très grande transformation. C'est une ville en crise avec très peu de ressources municipales mais aussi une ville qui a sans doute créé le plus de richesses économiques. Dans cette ville, les processus de valorisation immobilière sont tels que le paysage commercial est un paysage de chaînes parce que les baux commerciaux sont beaucoup trop chers pour les commerçants indépendants. Puis beaucoup d'espaces publics, que ce soit des parcs, des rues commerçantes ou des places sont gérés sous forme de partenariats public/privé, ce qui a pour conséquence une forme de gestion qui s'apparente davantage à la gestion de centres commerciaux qu'à la gestion d'espaces publics urbains.

La façon dont ils posent la question est intéressante parce qu'ils montrent qu'il faut faire attention à ne pas aller trop loin dans cette valorisation de l'espace urbain, cette recherche de valeur, parce qu'une ville survalorisée est une ville qui ne permet plus l'arrivée de nouveaux entrants, qui ne permet plus non plus l'existence d'espaces à faible coût pour ceux que l'on souhaite dans le même temps continuer d'attirer, c'est-à-dire les créatifs.

Je vais reprendre certains aspects que Boris Grésillon a fortement développé quand il parle de Berlin ou de Paris, à savoir l'importance des scènes alternatives, des espaces non contrôlés, des espaces peut-être un peu marginaux pour la création artistique mais aussi comme espaces de consommation culturelle, de lieux de vitalité créative d'un territoire. Il parle aussi de l'importance de l'articulation entre la coexistence de ces espaces et les espaces plus institutionnels de la culture qui reprennent un peu le modèle général de la production culturelle qui s'alimente dans le terreau des scènes alternatives. Les majors du disque ne prennent pas de risques en produisant des artistes inconnus, ils vont se servir dans le vivier des petits labels indépendants. C'est un phénomène un peu similaire dans toutes les sphères de la production artistique, particulièrement dans la production reproductive, à savoir le disque, le livre, le cinéma.

Dans les espaces urbains, c'est permettre la coexistence de lieux non programmés, de lieux peut-être dangereux, pas aux normes de sécurité, mais qui permettent aux nouveaux arrivants dans la ville ou à ceux qui veulent vivre de leur travail créatif mais qui ne peuvent pas le faire parce qu'ils n'arrivent pas à le valoriser suffisamment, d'en bénéficier.

Le deuxième point de mon intervention part d'une anecdote. J'ai demandé à une association qui m'avait invitée comment elle avait eu accès à mon travail. Ces personnes m'ont dit qu'elles se posaient des questions sur la souffrance au travail et avaient souhaité m'inviter pour pouvoir y réfléchir. Je n'ai d'abord pas vu le rapport avec mon travail mais j'y ai un peu réfléchi depuis et j'ai compris. Il s'agissait de la question de l'espace de travail, l'espace du travail, de ce que l'on va appeler le travail créatif. Ce travail créatif a des acceptions différentes, acceptions fortement portées par un objectif politique.

L'acception très générale c'est le travail créatif, c'est, selon Florida, tous ceux qui sont amenés à résoudre des problèmes complexes, par exemple des chercheurs, des avocats, des artistes, etc. Quand on est sur des métiers créatifs avec une acception aussi large, on est aussi avec des structures d'entreprise qui peuvent être assez larges. Je prendrai l'exemple de l'industrie pharmaceutique pour qui le principal facteur de valeur ajoutée est la recherche-développement. Ce qui est important pour une entreprise pharmaceutique c'est d'attirer des chercheurs dans son entreprise. Il y a un exemple intéressant à ce titre c'est celui de l'entreprise Novartis, à Bâle, qui comprend l'importance de la qualité de vie et de la qualité de l'espace de travail qui est offert à ses chercheurs pour les attirer parce que nous sommes sur un champ professionnel où les salaires sont tous alignés sur le haut. Novartis est en train de transformer son centre de recherche en faisant appel à un urbaniste italien qui fait le schéma de développement du campus et à de très grands noms de l'architecture pour concevoir de nouveaux espaces de travail qui donnent envie de venir travailler chez eux. Là, on est typiquement sur une conception de ce qu'est le travail créatif qui est très orientée sur comment attirer dans un territoire les travailleurs créatifs.

On peut également avoir une acception plus étroite mais qui est aussi porteuse d'enjeux politiques, qui est plutôt de regarder les travailleurs créatifs dans ce que l'on appelle aujourd'hui les industries créatives. C'est un terme qui a été créé par le ministère de la Culture britannique pour mettre en évidence l'importance de certains secteurs d'activité, à savoir ceux qui tirent leur valeur ajoutée de l'exploitation de la propriété intellectuelle. C'était une manière de montrer quels étaient les grands secteurs de développement économique pour l'Angleterre. La Région Ile-de-France vient de publier une étude de l'IAU qui reprend exactement les mêmes types de catégories, l'objectif étant bien sûr de montrer que Londres n'a rien à envier à Paris sur la question de la vitalité de l'activité économique des industries créatives.

En Ile-de-France cela représente environ 360 000 emplois, dont un tiers d'intermittents du spectacle ou de travailleurs indépendants, sachant qu'il y a aussi beaucoup de personnes qui sont rémunérées sous forme de droits d'auteur. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que c'est un secteur d'activité où une forme importante de l'emploi est de l'emploi précaire. C'est de l'emploi intermittent, ce sont des types d'emploi qui ont comme application une très forte incertitude sur les revenus, ce implique aussi une très forte mobilité professionnelle pour accéder aux donneurs d'ordre, pour répondre à des commandes particulières.

J'en arrive à la question de la souffrance au travail. Les personnes de l'association qui m'ont invitée sont des entrepreneurs culturels, des entrepreneurs créatifs, un photographe et une graphiste, des travailleurs indépendants qui en ont marre de travailler tout seuls dans leur coin et qui souhaitent développer une forme nouvelle d'espace de travail, ce qu'on appelle des espaces de coworking. Ils prennent le modèle de la Cantine, à Paris, qui s'est développée autour des activités numériques, mais ils ouvrent le concept à des activités plus larges : des petites entreprises de consultance qui n'ont pas de locaux, des étudiants qui

veulent finir un projet mais n'ont pas d'endroit où travailler, etc. Le principe est d'offrir des espaces de travail en location à la demi-journée en partant de l'idée que les travailleurs indépendants n'ont pas les ressources suffisantes pour pouvoir financer des locaux d'activité à plein temps et, deuxième présupposé, qu'ils souffrent de leur isolement.

C'est là où je vois le lien avec cette question de la souffrance au travail. Ce n'est pas tant la souffrance au travail comme on l'entend habituellement mais plutôt la souffrance de travailler seul, d'être isolé, de ne pas savoir vers qui se tourner pour demander des conseils et de ne pas pouvoir partager certains moyens. C'est là que cela devient intéressant parce que quand on est aménageur et qu'on se dit que l'on veut développer le secteur des industries culturelles et créatives, peut-être que d'aller comprendre davantage quels sont les besoins de ces toutes petites entreprises est une manière d'apporter des réponses nouvelles.

De manière plus générale, je voudrais terminer mon propos sur le fait que cette notion de ville créative, de créativité, d'espaces créatifs, etc., est une notion qui est très politisée, qui est très instrumentalisée par le politique. C'est instrumentalisé ou en tout cas cela peut être porteur d'une vision politique particulière quand Michel Godet fait un rapport pour la Datar où il met en évidence que le territoire créatif c'est le territoire des créateurs d'entreprise. C'est instrumentalisé politiquement quand on reprend les idées de Richard Florida pour dire que le travailleur créatif c'est finalement un cadre supérieur. Mais on peut aussi avoir une vision plus restrictive en s'intéressant vraiment aux spécificités des milieux de la production culturelle et créative qui mettent en évidence que, finalement, leurs conditions de travail, cette question de la précarité et de l'incertitude des revenus est quelque chose qui se généralise dans la société et qu'il faudrait peut-être, quand on pense le futur d'une ville, essayer d'anticiper sur cet angle-là. On est face à des incertitudes quand on est un aménageur pour trouver des investisseurs, pour investir sur un projet mais il faut aussi prendre en compte que cette incertitude se joue aussi pour les individus et pour les ménages.

André Donzel

Je remercie Elsa Vivant pour ces propos très décapants sur la culture en général et la notion de ville créative. J'ai découvert ses travaux à l'occasion de cette journée et je trouve qu'elle écrit des choses vraiment intéressantes sur les questions de la culture dans la ville. Je recommande la lecture de ses ouvrages ou articles et en particulier son ouvrage intitulé « Qu'est-ce que la ville créative ? » qui est à mon avis une des grandes références sur la question aujourd'hui.

Je pense que ce qu'elle dit crée certaines résonances avec ce qui a été dit par les intervenants précédents, c'est-à-dire notamment cette question de la place de l'entreprise dans la culture. Par exemple, Marseille 2013 a un projet qui s'appelle « Ateliers de l'Euroméditerranée » où l'on crée des projets culturels dans des entreprises de la région, ce qui est quelque chose d'assez nouveau. Je vous laisse maintenant la parole.

De la salle

Nous avons beaucoup parlé de la place de la culture dans la ville et de comment, dans un territoire urbain, on arrive à faire une place à quelque chose qui soit sensible, créatif, interpellant. Est-ce qu'il n'y a pas une autre question qui est celle de la place de la ville dans la culture ? Nous sommes une société urbaine, une société dans laquelle notre culture est aujourd'hui la ville, or nous, professionnels, avons le sentiment que c'est une culture

qui est très peu partagée avec le citoyen. Nous sommes dans un rapport de culture savante/culture populaire relativement disjoint.

Est-ce que nous avons, sur les expériences qui nous sont présentées, cet axe de recherche pour voir comment, nous professionnels, pouvons avoir une compétence culturelle dans l'acte même de fabrication de la ville et ne pas être dans une manière de faire qui consiste à offrir des espaces à des tiers, qui, certes vont essayer de contextualiser, mais néanmoins toujours avec ce côté un peu irréductible de la cerise sur le gâteau.

Jean Blaise

La question est importante. Cela fait des dizaines d'années que nous essayons de faire en sorte que la ville s'intéresse à nous. Quand effectivement on y arrive, on commence à nous dire que nous sommes récupérés par le politique. Mais c'est vrai, nous sommes récupérés par le politique et on ne demande que ça ! La vocation d'une friche c'est de devenir une institution. Parlez aux créateurs des friches partout dans le monde, un jour ils vont demander à la ville qu'elle reconnaisse leur légitimité parce que le travail social qu'ils ont fait doit être reconnu, donc être subventionné. Ce qui est intéressant c'est que cela a profité à des lieux alternatifs, quand ils le sont encore.

Cette question est pour moi fondamentale. Aujourd'hui, avec l'expérience de l'Estuaire, je commence à rencontrer des promoteurs, des gens que je ne connaissais pas. Je commence à rencontrer des notaires ; j'avais une vague idée de ce qu'était un notaire mais je n'avais aucune idée de leur puissance. Je commence à rencontrer des gens de pouvoir que je ne rencontrais pas. Le monde de la culture est totalement innocent ! Je commence finalement à rencontrer le pouvoir... Qu'avons-nous fait pendant des années au nom de notre pureté, de notre dévouement ? Nous nous sommes abstraits de ce monde impur, celui de l'économie, des chefs d'entreprise, des promoteurs, etc. Nous nous sommes abstrait de la ville, volontairement. Je faisais partie de ce monde de la culture dans les années 70-80 qui a refusé et qui continue d'ailleurs pour un certain corps à refuser le monde de l'économie, la réalité dans laquelle nous sommes tous.

Quelle est la solution ? Ce que vous dites est extrêmement vrai et je le sens, moi, personnellement dans mon expérience personnelle. Je crois qu'il y a une solution, c'est de continuer à tenter des expériences d'intrusion dans la ville et puis de dire : attention ! les sanctuaires sont fondamentaux. Nous avons la chance, nous en France, d'avoir ces sanctuaires : les maisons de la culture, les salles nationales, les centres d'art dans lesquels les artistes font ce qu'ils veulent et où jamais personne ne viendra les censurer. Il est évident que quand nous sortons de ces sanctuaires, il y a une collusion absolument inévitable avec le monde que nous avons décrit. Je crois qu'il faut essayer de tenir les deux bouts.

Elsa Vivant

Avec quelques collègues du Laboratoire et une association artistique, ce que nous souhaitons développer c'est de créer les possibilités de faire intervenir des artistes dès les phases amont du projet urbain. Nous espérons que nous aurons le financement pour.

Bertrand Collette

Plusieurs expériences sont menées là-dessus. Il y a eu une expérience très intéressante qui s'appelait « Un élu, un artiste » qui a été menée dans la Cité des arts de la rue. Elle consistait à faire se rencontrer, avec un rituel extrêmement organisé, un artiste et un élu sur

un territoire, chacun organisant la visite de ce territoire pour l'autre. C'était quelque chose de tout à fait passionnant.

Notre expérience des Ateliers d'Euroméditerranée est également une expérience que l'on essaie d'inventer, même si c'est modeste, que l'on va tâtonner et peut-être échouer. L'idée c'est qu'il y ait en 2013 sur ce territoire environ deux cents entreprises mais aussi des institutions, des hôpitaux, des prisons, des écoles, qui soient capables d'accueillir physiquement dans leurs locaux un artiste en résidence. Je pense que la présence de l'artiste au sein de l'entreprise provoque un certain nombre de choses que l'on ne connaît pas, quelquefois pas faciles. Nous avons essayé de travailler avec Eurocopter et un artiste qui veut filmer un crash d'hélicoptère... Ce n'est pas simple de vendre ça à une entreprise mais on sent cependant qu'il se passe des choses dans cette rencontre.

Richard Coconnier

Pour continuer sur ce que disait Jean Blaise sur le sanctuaire, c'est vrai qu'il y a une voie extrêmement étroite. Nous rencontrons beaucoup de gens qui nous disent que nous sommes ringards, que maintenant il faut être créatifs et inventer de nouveaux modèles économiques. Il y a maintenant une espèce d'injonction qui est faite aux artistes d'inventer de nouveaux modèles économiques. Il est vrai que le monde artistique et culturel a vécu de manière close et hyper protégée pendant trop longtemps mais je crois qu'il y a un risque de dérégulation extrêmement fort et que certaines choses doivent être extrêmement protégées. Ce qui se met derrière les industries créatives, à savoir cette obligation à inventer de nouveaux modèles économiques, est quand même quelque chose de très dangereux.

Par rapport à ce que vous disiez sur la compétence culturelle dans la fabrication de la ville, le risque pour moi est de dire que l'on va mettre des projets culturels partout. Or ce qui est important c'est de trouver des projets culturels en adéquation avec l'époque. Si l'on invente une ville nouvelle, il faut que les projets qu'on invente soient des projets d'aujourd'hui, des projets qui intègrent les nouveaux modes de l'urbanité, les nouveaux modes de déplacement, les nouveaux modes de vie, les attentes des gens. C'est plus ça que de plaquer des outils qui, pour la plupart, datent d'il y a vingt ou trente ans et qui ont été pensés pour un autre contexte. Notre travail est de réinventer aujourd'hui de nouveaux modèles.

De la salle

Vive la récupération par la ville, par l'économie, par le marché de la créativité ! Je ne sais pas ce que nous avons à redouter. Cela rejoint des thèmes que nous évoquions ce matin sur le mouvement et sur le temps. Il y a dix ans, à Nantes, le lieu d'excellence des créatifs était le quartier Madeleine-Champs de Mars dont le Lieu Unique était le fer de lance. Quinze ans après, ce lieu s'est confortablement embourgeoisé. Et alors ! Il y a d'autres sites qui étaient prêts à prendre le relais, notamment l'Ile de Nantes. On sent bien que la greffe prend. Est-ce qu'elle prend trop vite ? Je n'en sais rien. Puis l'agglomération est une dynamique permanente dans la géographie des lieux et dans leur transformation et leur mutation économique et sociale, et je pense que nous aurons toujours dans nos villes des processus de fer de lance créatifs, d'ateliers d'artistes et d'effervescence, petit à petit de récupération par le notariat – vive les notaires ! – et puis d'autres lieux, d'autres dynamiques et d'autres acteurs. Le mouvement ne s'arrête jamais. Que sera le quartier Madeleine-Champs de Mars dans trente ans ? Nous ne le savons pas du tout. Peut-être qu'il redeviendra ce lieu d'accueil de créatifs que nous avons connu il y a deux décennies, à moins qu'il n'abrite des offices notariaux...

De la salle

Jean Blaise, vous avez fait un exposé très intéressant, très convaincant, mais il y a quelque chose qui m'a un peu choqué c'est quand vous avez dit que, par rapport au projet Estuaire, vous ne vous posez pas la question des artistes locaux. Si c'est posé comme un principe de base, c'est choquant par rapport aux artistes locaux qui, premièrement ne sont pas tous mauvais et, deuxièmement, connaissent a priori très bien le territoire et s'en inspirent parfois. Est-ce qu'il n'y a pas un risque, même politique, de se mettre à dos les artistes locaux, ce qui a d'ailleurs été le cas de toutes les Capitales européennes de la culture, même celles qui ont marché comme Lille 2004. Est-ce qu'il n'y a pas un risque que l'on vous reproche une attitude discriminatoire ? Dans le cadre d'une ville populaire comme Marseille qui regorge d'initiatives locales originales dont on ne parle pas assez parce qu'elles sont parfois quasiment invisibles, je pense que cette attitude discriminante serait fatale.

Je remercie Elsa Vivant d'avoir précisé qu'il y avait beaucoup de projets qui ne marchaient pas. Aujourd'hui, la ville créative, la culture, la création, la créativité, etc., sont extrêmement à la mode. Mais on ne peut pas mettre de la culture partout ! Je sais que c'est très difficile à entendre pour les urbanistes, les aménageurs ou les politiques, mais tout n'est pas programmable, tout n'est pas planifiable. Laisser un petit peu de champ à l'imprévu me semble important.

Jean Blaise

J'ai été un peu provocateur... Quand je dis que nous ne prenons pas en compte la question des artistes locaux c'est parce que, pour moi, il n'y a pas d'artistes locaux, il y a des artistes tout court. C'est vite dit parce que, sur le terrain, on est toujours confrontés à la question de la création locale et à la question de l'émergence. Nous avons travaillé avec des créateurs locaux mais seulement avec ceux qui nous intéressaient véritablement. Ce que je voulais dire c'est que nous ne posons pas a priori la question des artistes locaux.

COLLOQUE DU 18 JUI 2010
MARSEILLE EUROMEDITERRANEE

RETRANSCRIPTION DES DEBATS

16h00 : Conclusion



Avec le soutien de :



Conclusion

Alain Bourdin

Je voulais terminer cette journée en vous rappelant que nous sommes en train de préparer le programme POPSU 2, en cherchant bien entendu à nous inspirer au maximum de ce qui a marché ou de ce qui n'a pas marché dans le programme POPSU 1. De ce point de vue, ce qui m'a frappé dans cette journée c'est la dimension de transversalité entre les villes. Les villes parlent aux villes, que ce soit à travers la recherche ou en direct d'acteurs à acteurs. C'est clairement une dimension que nous voulons renforcer dans le programme POPSU 2.

La deuxième caractéristique c'est que nous étions auparavant beaucoup dans les projets et que là nous allons plus être dans la stratégie. C'est vrai que quand on discute avec des acteurs en particulier, la réflexion stratégique en amont des projets, y compris sur des requalifications de projets, est un sujet complètement actuel dans ces préoccupations à la fois de durabilité mais aussi de réversibilité. Compte tenu de l'incertitude sur l'avenir, c'est se demander comment on fait pour fabriquer quelque chose qui soit à la fois durable mais en même temps que l'on puisse faire évoluer au cours du temps.

Nous avons donc cette dimension de stratégie que nous voulons prendre en compte et cette dimension de transversalité. Mais le plus important c'est que cette opération POPSU 2 nous voulons la co-construire avec les villes. C'est donc un projet dans lequel les thématiques viennent des villes. Autant pour POPSU 1, je dois reconnaître que nous PUCA avons joué un rôle relativement important pour faire émerger les problématiques dans les différentes villes, autant là nous sommes en co-construction parce que ce sont bien les collectivités qui sont les acteurs de la construction des villes et c'est donc à elles de prendre ça en main. Ce qui ne veut pas dire que nous n'ayons pas un rôle important, en particulier dans la médiatisation entre chercheurs et acteurs, ce qui est un sujet extraordinairement complexe. Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas un gros travail à faire, y compris pour que, à travers les thématiques proposées par chacune des villes, nous arrivions à faire naître cette transversalité. Nous sommes dans la phase de gestation de ce programme.

Je voudrais enfin dire que j'ai trouvé remarquable cette journée. Au tout début, j'ai vu se préparer une journée Euromed et puis, aujourd'hui, on nous a parlé d'Euromed comme une pièce d'un puzzle, un puzzle qui était en fait l'ensemble de la ville. Cela a fonctionné comme l'ensemble de la ville et bien sûr avec d'autres villes qui sont venues dialoguer avec Marseille. J'en suis extraordinairement heureux. J'ai trouvé cela d'une richesse extraordinaire et je vous en remercie.